

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/000604]

20 DECEMBRE 2023. — Décret-programme portant diverses dispositions accompagnant le budget initial 2024 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française*

Article 1^{er}. r

Dans l'article 12, § 2, du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, modifié par le décret du 22 février 2018, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 2. Dans l'article 18 du même décret, modifié par l'arrêté du 28 juin 2012 et le décret du 11 juillet 2018, l'alinéa 1^{er} est complété par un point 6^o rédigé comme suit :

“ 6^o à partir du 1^{er} janvier 2023, de 1,9354 points ; ».

Le même alinéa est complété par un point 7^o rédigé comme suit :

“ 7^o à partir du 1^{er} janvier 2024, de 2,0627 points. ».

Art. 3. Dans l'article 20 du même décret, modifié par les décrets des 22 février et 11 juillet 2018, le paragraphe 1^{er} est complété par un point 12^o rédigé comme suit :

“ 12^o l'intervention de l'employeur dans les titres-repas effectivement octroyés, dans le respect des conditions prévues à l'article 19bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et à l'article 38/1, § 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 ; ».

Le même paragraphe est complété par un point 13^o rédigé comme suit :

“ 13^o les indemnités forfaitaires de télétravail octroyées par l'employeur, dans le respect des plafonds et conditions fixés par le Service Public Fédéral des Finances et l'Office National de la Sécurité Sociale. ».

Art. 4. Dans l'article 21 du même décret, modifié par le décret du 22 février 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots “ Le montant éligible » sont remplacés par les mots “ Sans préjudice du § 5, le montant éligible » ;

2^o au paragraphe 5, les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot “ réduite » est remplacé par le mot “ réduit » ;

b) l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit :

“ Pour autant que la durée d'occupation de chaque emploi permanent corresponde à au moins 26 semaines, le solde du montant éligible peut être justifié par des charges admissibles au sens de l'article 20 se rapportant à d'autres travailleurs visés à l'article 9. ».

Art. 5. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 2018 portant diverses dispositions relatives à l'exécution du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, les articles 3 à 5 ainsi que les tableaux annexés à l'arrêté sont abrogés.

Art. 6. Les articles 1, 3, alinéa 2, 4 et 5 du présent décret s'appliquent aux subventions accordées à partir du 1^{er} janvier 2022.

Les articles 2, alinéa 1^{er}, et 3, alinéa 1^{er}, s'appliquent aux subventions accordées à partir du 1^{er} janvier 2023.

L'article 2, alinéa 2, s'applique aux subventions accordées à partir du 1^{er} janvier 2024.

CHAPITRE 2. — *Modification du décret-programme du 15 décembre 2021 portant diverses mesures accompagnant le budget 2022*

Art. 7. L'article 3 du décret-programme du 15 décembre 2021 portant diverses mesures accompagnant le budget 2022 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

“ Les subventions prévues par l'alinéa 1^{er} peuvent également être accordées en 2023 et en 2024 à des opérateurs qui ne bénéficient pas d'une reconnaissance ou d'un soutien dans le cadre des politiques culturelles, pour autant qu'ils respectent les conditions cumulatives suivantes :

1^o être constitué sous la forme d'une personne morale ;

2^o exercer à titre principal une activité culturelle qui s'inscrit dans la liste des codes NACE définis par le Gouvernement ;

3^o disposer d'un siège social, d'un siège d'activité ou d'une infrastructure sur le territoire d'une commune de la région de langue française qui, suite aux inondations de juillet 2021, a été classée par le Gouvernement wallon en tant que commune sinistrée de catégorie 1 ou 2 ;

4° s'engager à maintenir, durant quinze années au moins, une activité culturelle dans les lieux remis en état grâce à la subvention.

Par dérogation à l'alinéa 2, les subventions accordées aux opérateurs visés à l'alinéa 3 peuvent uniquement couvrir les frais de remise en état des infrastructures et du matériel fixe touchés, en ce compris les travaux rendus nécessaires ou obligatoires suites aux inondations ou favorisant la résilience face à celles-ci. ».

Art. 8. L'article 7 du présent décret produit ses effets au 29 juin 2023.

CHAPITRE 3. — *Modification du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène*

Art. 9. A l'article 35/1, du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène, inséré par le décret du 20 juillet 2022 et modifié par le décret du 14 décembre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le montant " 99.963.000 euros » est remplacé par le montant " 141.065.000 euros » ;

2° à l'alinéa 2, le montant " 9.828.000 euros » est remplacé par le montant " 6.072.000 euros ».

Art. 10. Dans l'article 41 du même décret, modifié par le décret du 20 juillet 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° les alinéas existant sont regroupés en un paragraphe 1^{er} ;

2° il est inséré un paragraphe 2, rédigé comme suit :

" § 2. Par dérogation aux articles 57, 61/3, 61/10 et 67, un opérateur dont le contrat de création, le contrat de services, le contrat de diffusion ou le contrat-programme n'est pas renouvelé peut bénéficier, à sa demande, d'une prolongation d'un an de son contrat arrivé à échéance.

Le montant de la subvention accordée pendant la prolongation visée à l'alinéa 1^{er} est fixé par le Gouvernement. Il ne peut dépasser le montant accordé lors de la dernière année du contrat et doit être utilisé exclusivement pour :

1° honorer les engagements pris avant la notification de la décision de non-renouvellement ;

2° financer les préavis non provisionnés et les éventuelles indemnités de licenciement collectif. ».

CHAPITRE 4. — *Modifications du décret de la Communauté française du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)*

Art. 11. L'article 15 du décret de la Communauté française du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) est remplacé par ce qui suit :

" Art. 15. Le Conseil d'administration élit un président et un vice-président appartenant à des groupes politiques différents. Le président et le vice-président désignent chacun un suppléant parmi les membres du Conseil d'administration. ».

Art. 12. L'article 16 du même décret est remplacé par ce qui suit :

" Art. 16. § 1^{er}. Le comité permanent est composé du président, du vice-président du Conseil d'administration et de deux administrateurs élus en son sein ou de leurs suppléants. L'administrateur général participe au Comité permanent en qualité d'invité.

Le comité permanent est chargé de l'instruction des dossiers à présenter au Conseil d'administration et des missions que lui délègue ce dernier.

§ 2. Le comité permanent peut inviter des observateurs à ses réunions.

Au moins quatre fois par an, le comité permanent invite les directeurs généraux à assister à ses travaux. ».

Art. 13. A l'article 22, paragraphe 4, du même décret, les mots " 125.400.000 euros sur la période 2018-2023 » sont remplacés par les mots " 80.000.000 euros sur la période 2024-2027 ».

Art. 14. L'article 32 du même décret est remplacé par ce qui suit :

" Art. 32. Les informations contenues dans le rapport des commissaires sont confidentielles. Cinq exemplaires originaux numérotés sont établis dont un exemplaire est transmis à l'administrateur général, un exemplaire au président du Conseil d'administration, deux exemplaires aux commissaires du Gouvernement et un exemplaire au vice-président du Conseil d'administration. Le collège des commissaires aux comptes est garant de la confidentialité de ces informations. Les commissaires aux comptes, à l'invitation du président du Conseil d'administration, une fois par an et avant le 30 juin, font rapport au Conseil d'administration. ».

CHAPITRE 5. — *Dispositions relatives à la Recherche scientifique*

Section 1. — Du Fonds spécial de recherche des universités

Art. 15. L'article 1^{er} du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités est complété par un alinéa rédigé comme suit : " A partir de l'année 2024, un montant additionnel de 4.000.000 d'euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. A partir de l'année 2025, ce montant est indexé conformément au mécanisme prévu à l'alinéa 5. ».

Section 2. — Du soutien aux cliniciens-chercheurs

Art. 16. L'article 1^{er} du décret du 17 juillet 2013 relatif à la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique est complété par un alinéa rédigé comme suit : " A partir de l'année 2024, un montant additionnel de 194.000 euros à affecter à des chercheurs cliniciens est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. A partir de l'année 2025, ce montant est indexé conformément au mécanisme prévu à l'alinéa 5. ».

Section 3. — De la reconnaissance de la mission de recherche en Haute Ecole

Art. 17. Dans le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, un article *7quinquies* est ajouté, rédigé comme suit :

" Article *7quinquies*. § 1^{er}. Un montant d'un million d'euros est alloué annuellement aux hautes écoles dans le cadre de l'attribution de missions de recherche à un ou plusieurs membres de leur personnel.

A partir de 2025, ce montant est indexé conformément à l'article 9bis du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Ce montant est réparti selon la clé de répartition visée à l'article 17 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Selon les dates et modalités déterminées par le Gouvernement, les pouvoirs organisateurs introduisent leurs demandes de financement auprès de l'Administration en charge de l'Enseignement supérieur dans laquelle elles démontrent, documents probants à l'appui, respecter les conditions et la procédure énoncées au paragraphe 4 ainsi que la liste des membres du personnel s'étant vu octroyer une mission de recherche. Cette liste précise le volume de la charge et la durée de la mission.

§ 2. Le pouvoir organisateur de chaque Haute Ecole peut confier la tâche de mission de recherche à un membre du personnel titulaire d'un bachelier, master ou doctorat. Cette mission n'est pas associée à une fonction spécifique. En cas d'attribution d'une mission de recherche à un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction de professeur ou de chef de bureau, ce dernier est remplacé à concurrence de la charge d'enseignement temporairement libérée.

§ 3. Le pouvoir organisateur, sur propositions des autorités académiques de la Haute Ecole, détermine la charge consacrée aux missions de recherche. Celle-ci s'effectue à prestations complètes ou incomplètes, exprimées en dixièmes.

§ 4. Chaque Haute Ecole peut lancer un appel à mission de recherche. En réponse à l'appel précité, un membre du personnel enseignant peut déposer une candidature auprès des autorités académiques de la Haute Ecole.

Les autorités académiques de la Haute Ecole sélectionnent le(s) projet(s) de recherche sur base des critères minimaux suivants, précisés dans l'appel à mission de recherche :

- 1° la qualité scientifique des projets ;
- 2° leur impact sociétal ;
- 3° leur qualité de mise en œuvre.

Si les autorités académiques de la Haute Ecole désirent ajouter d'autres critères que ceux visés à l'alinéa 2, ceux-ci sont portés à la connaissance des organes de concertation de la Haute Ecole.

Les autorités académiques de la Haute Ecole proposent au pouvoir organisateur la part de charge de mission attribuée à chacun des projets sélectionnés.

Tous les candidats sont informés des décisions prises et des conditions d'exercice de la mission de recherche.

§ 5. Le Gouvernement détermine la façon dont la durée peut être fixée ainsi que les modalités de reconduction ou d'arrêt d'une mission.

§ 6. Durant toute la période de mission de recherche, l'enseignant-chercheur reste titulaire de son emploi et de sa fonction initiale.

Au terme de la mission de recherche, le membre du personnel exerce à nouveau sa charge d'enseignement.

Les heures consacrées à la mission de recherche ne peuvent donner lieu à une vacance d'emploi. ».

Section 4. — Du financement de la participation à des réunions d'échanges entre chercheurs dans le cadre de leurs travaux de recherche

Art. 18. A l'article 104, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 20 juillet 2022 portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement de promotion sociale et de recherche scientifique, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 3° est remplacé par ce qui suit : " 3° un montant de 147.000 euros est réparti entre les universités selon la clé de répartition définie à l'article 6 du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités » ;

2° les 4° à 8° sont abrogés.

CHAPITRE 6. — Dispositions relatives à l'Enseignement supérieur

Section 1. — Du soutien aux établissements d'enseignement supérieur participant à une alliance européenne

Art. 19. A partir de l'année budgétaire 2024 et jusque l'année budgétaire 2027, une subvention annuelle d'un montant de 534.000 euros est allouée pour permettre de soutenir la participation aux " réseaux d'universités européennes », des établissements d'enseignement supérieur visés aux articles 10 à 13 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

La subvention est destinée à soutenir les établissements d'enseignement supérieur participant à un projet d'alliance européenne sélectionné via un des appels à projets Erasmus+ lancés par la Commission européenne en 2021, 2022 et 2023 dédiés à la constitution ou au renforcement de réseaux " d'universités européennes ».

La subvention permet aux établissements d'enseignement supérieur sélectionnés :

- 1° de pérenniser leur implication et leur visibilité dans les réseaux " d'universités européennes » ;
- 2° d'organiser des activités de coordination et des actions de l'alliance ;
- 3° de contribuer à l'internationalisation de l'enseignement supérieur en Communauté française.

L'établissement bénéficiaire s'engage à :

1° organiser et participer à des activités d'échange de bonnes pratiques entre établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française ;

2° organiser des activités de dissémination sur le travail de l'alliance en Communauté française ;

3° faciliter la participation et l'adhésion au projet par d'autres acteurs locaux de manière large, au-delà de l'enseignement supérieur.

Art. 20. Le montant visé à l'article 19 du présent décret est réparti annuellement entre les établissements d'enseignement supérieur sélectionnés et correspond au cofinancement à hauteur de 20% des coûts totaux éligibles exigé par la Commission européenne à chaque alliance, divisé par :

- 1° le nombre d'établissements d'enseignement supérieur partenaires financés au sein de l'alliance ;

2° et par le nombre d'années concernées par la subvention européenne.

Pour calculer le montant alloué à chaque établissement d'enseignement supérieur concerné, le résumé du rapport d'évaluation européen visé à l'article 22, 1°, incluant l'annexe budgétaire, est remis par chaque établissement dans les plus brefs délais, et au plus tard un mois après sa réception par le coordinateur de l'alliance à l'ARES et à l'Administration en charge de l'Enseignement supérieur.

En cas d'intégration d'un nouvel établissement au sein d'une alliance en 2024, le montant de chaque subvention est réduit au prorata des fonds disponibles.

Art. 21. Les dépenses admissibles des établissements d'enseignement supérieur bénéficiaires de la subvention sont les frais de personnel, les frais généraux d'organisation, de fonctionnement et les frais d'équipement.

Les dépenses éligibles couvrent la période allant du 31 décembre de l'année budgétaire au cours de laquelle la subvention a été octroyée au 30 décembre de l'année suivante.

Les montants non justifiés par les établissements d'enseignement supérieur sont remboursés à la Communauté française sans délai.

Art. 22. L'établissement bénéficiaire d'un soutien au titre de la présente subvention s'engage à :

1° fournir à l'ARES et à l'Administration en charge de l'Enseignement supérieur les rapports d'évaluations de la Commission européenne relatifs aux évaluations initiales, intermédiaires et finales du projet de l'alliance, y compris leurs annexes budgétaires, dans les plus brefs délais et au plus tard un mois après leur réception par ce même établissement ;

2° fournir à l'ARES les informations relatives au projet dans le cadre de l'appel " Universités européennes », qui pourraient servir de base à alimenter le site web de l'ARES et les réseaux sociaux ;

3° fournir un rapport d'activités comprenant : la description du travail de l'alliance ; la description des activités menées par l'établissement au sein de l'alliance ; les besoins futurs en termes humains et de matériel ; les actions menées pour la vulgarisation des activités menées par l'établissement au sein de l'alliance auprès du grand public et de la communauté académique, à envoyer à l'ARES et à l'Administration en charge de l'Enseignement supérieur trois mois après le 30 décembre de la période de justification des dépenses ;

4° fournir un compte global reprenant les recettes et dépenses relatives aux activités faisant l'objet de la présente subvention à envoyer à l'Administration en charge de l'Enseignement supérieur trois mois après le 30 décembre de la période de justification des dépenses.

Art. 23. Il est institué un comité d'accompagnement des " universités européennes ». Celui-ci est composé de représentants de l'Administration de l'ARES, de l'Administration en charge de l'Enseignement supérieur, de l'Agence AEF-Europe et du Ministre en charge de l'enseignement supérieur, ce dernier siégeant en tant qu'observateur.

Le comité se réunit au minimum une fois par an.

Le secrétariat du comité est assuré par l'ARES.

Le comité a pour mission, notamment d'échanger sur la mise en œuvre de l'appui offert par la subvention et la réalisation de ses objectifs, de prendre connaissance des projets développés par les établissements d'enseignement supérieur sélectionnés et de contribuer aux développements futurs de l'initiative " universités européennes ».

Le comité d'accompagnement est chargé de remettre au Gouvernement une évaluation de la mise en œuvre de l'appui offert dans le cadre de la subvention aux établissements d'enseignement supérieur sélectionnés au plus tard 6 mois après la fin de la période de justification des dépenses.

Section 2. — De la modification de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires

Art. 24. A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est complété d'un alinéa libellé comme suit " A partir de l'année 2024, un montant de 361.530 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5, 7 et 11 à 12. A partir de 2025, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4. » ;

2° le § 2 est complété d'un alinéa rédigé comme suit : " A partir de 2024, un montant de 843.570 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5, 7 et 11 à 12.

Art. 25. A l'article 29, § 5bis, aliéna 5, de de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " Université catholique de Louvain : 14.450.000 euros » sont remplacés par les mots " Université catholique de Louvain : 16.742.000 euros » ;

2° les mots " - Université Saint-Louis – Bruxelles : 2.292.000 euros. » sont abrogés.

Art. 26. A l'article 45, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 2°, les mots " 30,33% » sont remplacés par les mots " 32,96 % » ;

2° le 6° est abrogé ».

Section 3. — De la modification du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 27. A l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les mots " Haute Ecole Galilée : 3,44 % ; » sont remplacés par les mots " Haute Ecole Galilée : 1,16 % ; » et les mots " Haute Ecole EPHEC : 1,51 % ; » sont remplacés par les mots " Haute Ecole EPHEC : 3,79 % ; ».

Art. 28. L'article 9 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit : " A partir de l'année 2024, un montant de 648.900 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 4, 6, 7 et 10 à 13. A partir de l'année 2025, ce montant est indexé conformément à l'article 9 bis. ».

Section 4. — Du soutien à l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur dans le cadre du déploiement de la plateforme e-Paysage

Art. 29. Une subvention de 3.800.000 euros est octroyée à l'ARES pour lui permettre de couvrir les coûts des développements informatiques nécessaires à la mise en œuvre de la plateforme du logiciel e-Paysage pour les années 2023-2024 et 2024-2025.

La liquidation de la subvention est réalisée en 1 tranche, versée en 2024.

Au plus tard le 15 septembre 2025, l'ARES transmet au Ministre de l'Enseignement supérieur un rapport d'utilisation de la subvention avec les pièces justificatives au regard des développements et des échéances motivant cette dotation supplémentaire.

Section 5. — Du soutien aux infrastructures universitaires

Art. 30. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer une subvention aux universités afin de soutenir l'investissement dans leurs infrastructures consacrées aux activités d'enseignement et de recherche. A ce titre, sont soutenus :

- 1° des projets de rénovation ou de construction d'infrastructures ;
 - 2° l'acquisition d'un ou plusieurs bâtiments par l'université ;
 - 3° la location temporaire de bâtiment durant la durée des travaux de rénovation ou de construction visés au 1°.
- A cet égard, un droit de tirage de 15.000.000 euros est réparti entre les universités comme suit :
- 1° l'Université de Liège : 4.080.000 euros ;
 - 2° l'Université catholique de Louvain : 4.944.000 euros ;
 - 3° l'Université libre de Bruxelles : 3.742.500 euros ;
 - 4° l'Université de Mons : 1.218.000 euros ;
 - 5° l'Université de Namur : 1.015.500 euros.

§ 2. Au plus tard pour le 31 décembre 2024, les universités introduisent une demande de subvention auprès de l'Administration en charge de l'Enseignement supérieur dans laquelle elles démontrent, documents probants à l'appui, respecter les conditions énoncées au paragraphe 3.

§ 3. La subvention est octroyée et liquidée sous réserve de la démonstration des conditions suivantes :

1° les projets financés sur base de la subvention visée au paragraphe 1^{er} sont co-financés par les universités, à leur charge hors subvention visée au paragraphe 1^{er}, pour un montant au moins équivalent à celui qui lui est octroyé par la subvention visée au paragraphe 1^{er} ;

2° les projets de rénovation ou de construction d'infrastructures proposés par l'université ou l'acquisition d'un ou plusieurs bâtiments doivent porter, à titre principal, sur des infrastructures qui sont consacrées aux activités d'enseignement et de recherche. Ne sont pas éligibles à la subvention les infrastructures permettant l'hébergement des étudiants et les infrastructures hébergeant à titre principal des cafétérias et des restaurants ;

3° la location d'un ou plusieurs bâtiments est financée pour la durée de travaux de rénovation ou de construction de tout bâtiment, et ce durant une période ne dépassant pas la période couverte par la subvention telle que visée au 5° ;

4° les projets de rénovation ou de construction d'infrastructures proposés par l'université ou l'acquisition d'un ou plusieurs bâtiments s'inscrivent dans le cadre de son plan de transition climatique et dans une stratégie immobilière ;

5° l'université liquide les montants reçus dans les 36 mois de l'octroi de la subvention ;

6° l'université démontre que le projet de rénovation ou de construction contribue à l'amélioration de ses installations en vue de faire face à la croissance de la population étudiante et de concourir à la réalisation des objectifs spécifiés à l'article 2 du décret du 1^{er} juillet 2021 organisant une coordination et un renforcement des actions de la Communauté française en faveur d'une transition écologique ;

7° l'université fait la démonstration que le projet de rénovation ou de construction respecte le principe visé à l'article 17 du Règlement (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le Règlement (UE) 2019/2088, consistant à ne pas causer de préjudice important à un ou plusieurs objectifs environnementaux visés à l'article 9 dudit règlement ;

8° la subvention visée au paragraphe 1^{er} doit permettre d'augmenter et d'accélérer les investissements réalisés par l'université. La stratégie immobilière visés au 4°, met en évidence l'augmentation des investissements projetés et l'avancement du calendrier prévisionnel initial effectués grâce à l'octroi de la subvention visée au paragraphe 1^{er} ;

9° dans l'hypothèse d'un projet de démolition/reconstruction d'infrastructure, l'université démontre que les travaux projetés permettent d'atteindre la norme Q-ZEN. Dans l'hypothèse d'une rénovation lourde d'infrastructure, l'université démontre que les travaux projetés permettent de réaliser une économie d'énergie primaire d'au moins 30 pourcents ;

10° dans l'hypothèse d'une construction ou d'une démolition/reconstruction d'infrastructure, l'université s'engage à s'inscrire dans une démarche réflexive de mutualisation d'espace avec des tiers concernant l'infrastructure faisant l'objet des travaux. Elle détaille la manière dont cette mutualisation est envisagée.

Les dépenses éligibles sont :

1° le coût total des travaux tel qu'il est notifié à l'adjudicataire à l'attribution du marché de travaux ainsi que le coût total des services accessoires au marché de travaux ;

2° tout ou partie du prix d'acquisition d'un ou plusieurs bâtiments ;

3° le coût de la location dans les conditions prévues à l'alinéa 1^{er}, 3°.

§ 4. Au cours de la période visée au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 5°, et au plus tard le 31 décembre de chaque année, l'université remet un rapport à l'Administration en charge de l'Enseignement supérieur. Ce rapport reprend un état des lieux des investissements, location ou acquisition effectués au cours de l'année, financés par la subvention octroyée visée au paragraphe 1^{er}.

§ 5. Dans les 6 mois suivant la fin du délai visé au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 5°, l'université remet un rapport à l'Administration en charge de l'Enseignement supérieur. Ce rapport comprend au minimum les éléments suivants :

- 1° une description des rénovations ou des constructions d'infrastructures qui ont été financées par la subvention, ainsi que le coût total de réalisation de ces rénovations ou constructions ;
- 2° une description des bâtiments acquis via tout ou partie de la subvention ainsi que leur coût d'acquisition ;
- 3° une déclaration sur l'honneur selon laquelle les infrastructures visées aux 1° et 2° sont consacrées aux activités d'enseignement et de recherche ;
- 4° la preuve que l'université a réalisé pour ses infrastructures un co-financement des projets, à sa charge hors subvention visée au paragraphe 1^{er}, au moins équivalent à celui octroyé par la subvention ;
- 5° la démonstration que la subvention accordée a permis d'améliorer les infrastructures existantes dans un délai raisonnable et s'intègre dans un plan d'infrastructures global. L'amélioration peut, entre autres, porter sur une augmentation de la performance énergétique des infrastructures ou une amélioration de l'accessibilité des infrastructures.

§ 6. Dans le cadre du présent soutien aux infrastructures universitaires, les universités communiquent aux services du Gouvernement leur stratégie immobilière validée par leur instance décisionnelle, en vue de démontrer les efforts réalisés pour atteindre les objectifs de neutralité carbone imposés par les régions.

Section 6. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique

Art. 31. L'article 17, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique est complété par un alinéa rédigé comme suit : « En Haute Ecole, pour le maître-assistant autre que cité à l'alinéa premier, le chargé de cours, le chef de travaux, le professeur et le chef de bureau d'études forme également des services admissibles le temps qu'il a passé dans une entreprise à partir de l'âge de 21, 22, 23 ou 24 ans. Par dérogation, ce temps ne peut jamais excéder 5 années. ».

CHAPITRE 7. — Dispositions relatives à la Jeunesse

Section 1. — Du soutien aux mouvements de jeunesse reconnus par la Communauté française dans le cadre de l'achat de tentes

Art. 32. § 1^{er}. Un montant de 300.000 euros est alloué, au cours de l'année 2023, aux mouvements de jeunesse reconnus en Communauté française, conformément à l'article 7 du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, afin de les soutenir financièrement dans le cadre de l'achat et l'entretien de tentes.

La répartition est fixée comme suit :

- 1° 132.416,50 euros sont alloués à l'ASBL Les Scouts ;
- 2° 60.033,33 euros sont alloués à l'ASBL Les Guides Catholiques de Belgique ;
- 3° 56.407,26 euros sont alloués à l'ASBL Fédération Nationale des Patros ;
- 4° 26.361,05 euros sont alloués à l'ASBL Faucons rouges ;
- 5° 24.781,87 euros sont alloués à l'ASBL Scouts et Guides Pluralistes.

Un montant correspondant à un maximum 10 % de la subvention visée à l'alinéa 2 peut être utilisé pour des frais relatifs à la réparation et l'entretien de tentes.

§ 2. La présente subvention est liquidée en une tranche unique.

Les bénéficiaires de la subvention produiront, chacun pour ce qui les concerne, pour le 30 septembre 2024, au plus tard, les pièces justificatives relatives à toutes les dépenses admissibles, à savoir les frais d'acquisition et d'équipements en tentes, ainsi que les accessoires liés à celles-ci.

Les bénéficiaires envoient leurs pièces justificatives à l'Administration en charge de la Jeunesse.

§ 3. Le Gouvernement est habilité à déterminer les modalités pratiques relatives à la justification des dépenses.

Section 2. — Des rythmes scolaires

Art. 33. § 1^{er}. En 2024, le Gouvernement octroie des subventions dans le cadre d'un appel à projets aux bénéficiaires suivants :

- 1° aux groupes locaux de mouvements de jeunesse, tels que visés à l'article 2, 14°, du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse ;
- 2° aux communes situées sur le territoire de la Région wallonne dans la région de langue française ;
- 3° aux personnes morales ou physiques mettant à disposition des endroits de camps reconnus par le Commissariat général du Tourisme de la Région wallonne et à condition que celles-ci soient établies sur le territoire de la Région wallonne dans la région de langue française.

L'appel à projets portera sur l'aménagement ou la rénovation des infrastructures des groupes locaux de mouvements de jeunesse afin d'améliorer la qualité et la capacité de l'accueil de séjour. La subvention portera, en tout ou en partie, sur le montant des travaux projetés selon les règles fixées dans l'appel à projets.

Les subventions seront réparties en prenant en considération les critères suivants :

- 1° l'amélioration de la qualité ou de la capacité d'accueil ;
- 2° le coût global estimé des travaux ;
- 3° l'impact environnemental du projet envisagé.

§ 2. Le montant de la subvention visée au § 1^{er} n'excède pas 30.000 euros par projet.

Les subventions visées aux paragraphes 1^{er} sont liquidées en deux tranches déterminées comme suit :

1° une première tranche, correspondant à 70% du montant de la subvention, est versée dès l'adoption de l'arrêté d'octroi de la subvention ;

2° une seconde tranche, correspondant à 30% du montant de la subvention, est versée après vérification et validation des pièces justificatives attestant de la réalisation des travaux.

§ 3. Dans le cadre de l'appel à projets visé au paragraphe 1^{er}, les bénéficiaires fournissent au minimum un descriptif détaillé des aménagements et infrastructures envisagés et une prévision budgétaire.

Les documents sont introduits auprès de l'Administration en charge de la Jeunesse via un formulaire électronique.

§ 4. Le Gouvernement est habilité à déterminer les modalités pratiques relatives à la justification des dépenses.

CHAPITRE 8. — Dispositions relatives à l'Enseignement

Section 1. — Dispositions modifiant le Livre 1^{er}, Titre VII, Chapitre II du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et visant à élargir la gratuité scolaire dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé

Art. 34. Dans l'article 1.7.2-1, § 4, alinéas 2 et 4, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " les deux premières " sont remplacés par les mots " les trois premières " ;

2° les mots " dans le degré de maturité I " sont remplacés par les mots " dans les degrés de maturité I et II ".

Art. 35. Dans l'article 1.7.2-2, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, et § 5, alinéa 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " les deux premières " sont remplacés par les mots " les trois premières " ;

2° les mots " dans le degré de maturité I " sont remplacés par les mots " dans les degrés de maturité I et II ".

Section 2. — Disposition modifiant le Chapitre VI du Décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel

Art. 36. Dans l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel, les mots " lorsque la distance à parcourir entre sa résidence et le lieu de travail est d'un kilomètre au moins, à une intervention égale à 0,15 euro par kilomètre parcouru à bicyclette, arrondi au kilomètre supérieur " sont remplacés par les mots " lorsque la distance à parcourir entre sa résidence et le lieu de travail est d'un kilomètre au moins, à une indemnité dont le montant est égal, par kilomètre parcouru, arrondi au kilomètre supérieur, au montant qui, chaque année, pour l'utilisation de la bicyclette, peut être exonéré d'impôt par l'administration fiscale, à l'exception des catégories de personnels suivantes pour qui l'intervention est égale à 0,15 euro par kilomètre parcouru à bicyclette, arrondi au kilomètre supérieur :

1° membres du personnel et chefs des établissements des Hautes Ecoles, des internats dépendant de ces établissements, des Ecoles supérieures des arts et de l'Institut supérieur d'architecture organisés par la Communauté française ;

2° membres du personnel subsidiés et pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des arts et des Instituts supérieurs d'architecture subventionnés par la Communauté française ;

3° membres du personnel administratif, membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service et chefs des établissements des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des arts et des Instituts supérieurs d'architecture organisés par la Communauté française. ».

Section 3. — Dispositions modificatives relatives aux services d'accrochage scolaire

Art. 37. Dans l'article 21 du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

" L'ensemble de ces structures assure au moins 500 prises en charges de mineurs visés à l'alinéa 1^{er} par an. Le nombre de prises en charge est appelé à augmenter en fonction des moyens budgétaires additionnels alloués. ».

Art. 38. Dans l'article 27 du même décret, le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" L'équipe de chaque service d'accrochage scolaire intègre à la fois une dimension socio-éducative et une dimension pédagogique. ».

Art. 39. Dans l'article 36 du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

" L'équipe du service d'accrochage scolaire élabore avec chaque mineur et, autant que possible, avec ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, un projet personnel qui tient compte du vécu du mineur et inclut les dimensions sociale et éducative ainsi qu'une dimension pédagogique. Afin que le mineur puisse continuer son apprentissage en référence aux socles de compétences ou aux compétences et savoirs visés aux articles 16, 25 et 35 du décret " Missions », le service d'accrochage scolaire et l'école collaborent activement. Ce projet est discuté régulièrement avec le mineur afin d'en percevoir l'évolution et de permettre le réajustement des objectifs poursuivis. Les parents sont tenus informés de ce projet. ».

Art. 40. Dans l'article 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 portant exécution des articles 23, 25, 26, 28, 30, 33 et 35 du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation, le paragraphe 1^{er} est complété par les alinéas suivants :

" Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la subvention provisionnelle annuelle indexée pour frais de fonctionnement est fixée, pour l'année 2023, à 192.843,27 euros par service d'accrochage scolaire. Le montant complémentaire de 58.250,00 euros est à charge des crédits inscrits au budget de l'Enseignement.

A partir du 1^{er} janvier 2024, la subvention provisionnelle annuelle visée à l'alinéa 1^{er} est augmentée d'un montant de 119.250,00 euros indexables par service d'accrochage scolaire. Le montant complémentaire est à charge, pour 99.250,00 euros, des crédits inscrits au budget de l'Enseignement et, pour 20.000,00 euros, des crédits inscrits au budget de l'Aide à la Jeunesse.

L'augmentation de la subvention annuelle est destinée à permettre :

1° une augmentation des prises en charge pour chaque service d'accrochage scolaire ;

2° le renforcement de la dimension pédagogique de l'accompagnement réalisé par chaque service d'accrochage scolaire ;

3° l'amélioration des collaborations avec les acteurs de l'école.

Un mécanisme de suivi et d'évaluation des éléments visés à l'alinéa 4 est assuré par les services du Gouvernement. ».

Art. 41. Dans l'article 20, § 1^{er}, du même arrêté, il est inséré, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, un alinéa rédigé comme suit :

“ Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la subvention provisionnelle pour frais de personnel est indexée en 2023. ».

Section 4. — Dispositions relatives au numérique dans l'enseignement pour l'année 2023

Sous-section 1 : — Des subventions exceptionnelles 2023 relatives au numérique dans l'Enseignement ordinaire, spécialisé, en alternance et l'enseignement de promotion sociale secondaire et supérieur

Art. 42. En 2023, le Gouvernement peut octroyer à tout pouvoir organisateur d'établissement d'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et en alternance, ainsi qu'à tout pouvoir organisateur d'enseignement de promotion sociale secondaire ou supérieur, une subvention en vue de l'acquisition de biens entrant dans le champ d'application de l'article 43 et 49 du présent décret.

Sous-section 2 : — De l'utilisation des subventions visées à la sous-section 1 dans l'enseignement ordinaire, spécialisé ou en alternance

Art. 43. § 1^{er}. La subvention visée à l'article 42 est destinée à permettre aux bénéficiaires de couvrir, à titre de dépenses admises, des frais relatifs à l'acquisition de matériel de formation suivants :

- 1° tout type d'ordinateur portable neuf ou reconditionné ;
- 2° tout type de tablette informatique neuve ou reconditionnée.

§ 2. Le matériel acquis doit répondre aux critères techniques minimaux repris dans le cahier des charges type approuvé par le gouvernement.

Art. 44. § 1^{er}. Le matériel acquis par les pouvoirs organisateurs via les subventions octroyées par le présent mécanisme devra être mis prioritairement à disposition des élèves inscrits dans une année diplômante ou dans les options/filières nécessitant le plus d'accès à ce type de matériel et dont les parents ou le responsable légal n'ont pas la capacité financière d'acquérir eux-mêmes ce matériel ou n'en disposent pas.

Au-delà de ces élèves prioritaires, le matériel sera mis à disposition des élèves dans une année non-diplômante et dont les parents ou le responsable légal n'ont pas la capacité financière d'acquérir eux-mêmes ce matériel et/ou des équipes pédagogiques ou n'en disposent pas.

§ 2. La mise à disposition visée au paragraphe 1^{er} devra se faire à titre gratuit et sera encadrée par une convention de mise à disposition conclue entre l'établissement scolaire et le responsable légal de l'élève ou entre l'établissement scolaire et le membre de l'équipe pédagogique qui bénéficiera du matériel.

Un modèle de convention sera communiqué par circulaire à tous les pouvoirs organisateurs par la Communauté française.

§ 3. Une caution sera demandée par l'établissement lors de la remise du matériel. Cette caution ne pourra en aucun cas dépasser la somme de 50 euros.

§ 4. La convention de mise à disposition engage les élèves et/ou le membre de l'équipe pédagogique à utiliser avec soin le matériel informatique fourni, conformément à sa destination. Elle engage également l'élève et/ou le membre de l'équipe pédagogique à restituer l'intégralité du matériel à la fin de l'année scolaire au plus tard, et ce dans le même état que celui dans lequel le matériel informatique se trouvait lorsqu'il a été mis à sa disposition, compte tenu de son usure normale.

L'inattention ou la négligence peut engendrer des pannes mineures ou importantes qui ne sont pas couvertes par la garantie normale d'utilisation et ne sont donc pas imputables à un défaut du matériel, dans tels cas, l'établissement sera en droit de ne pas rembourser la caution aux parents ou au responsable légal de l'élève bénéficiaire ou au membre de l'équipe pédagogique ou de réclamer une indemnité de réparation plafonnée à 150 euros.

Dans le cas d'un vol, une déclaration de vol déposée auprès des services de police devra être remise à l'école afin d'attester le vol effectif du matériel.

§ 5. En cas de désaccord entre les parents ou le responsable légal de l'élève ou le membre de l'équipe pédagogique et l'établissement sur l'application de ces modalités, le matériel devra être mis à disposition de l'élève ou du membre de l'équipe pédagogique dans l'attente qu'une solution soit trouvée.

§ 6. Toute application abusive de la caution et/ou de l'indemnité pour vol/réparation visées au paragraphe 3 devra être signalée au pouvoir organisateur de l'établissement. Sans réaction de ce dernier, dans les trente jours du dépôt, ou si aucune solution ne peut être dégagée par celui-ci, une plainte pourra être déposée auprès des services du Gouvernement de la Communauté française.

Le dépôt de plainte sera effectué auprès de la Direction générale de l'enseignement obligatoire et ce par courriel ou courrier postal aux coordonnées suivantes :

Ministère de la Communauté française
Direction générale de l'enseignement obligatoire
Direction de l'appui
Rue Lavallée, 1
1080 BRUXELLES
info@mes-outils-numeriques.cfwb.be

L'Administration sera tenue de remettre sa décision dans un délai de 15 jours à dater de la réception de la demande.

Art. 45. § 1^{er}. Chaque pouvoir organisateur visé par la présente sous-section pourra bénéficier d'un droit de tirage équivalent au montant maximum calculé selon la formule suivante :

$(N * 5 \%) * 500 \text{ €} = \text{Droit de tirage maximum}$

N = Nombre d'élèves dépendant du pouvoir organisateur déterminé lors du comptage du 1^{er} octobre 2023

§ 2. Le montant déterminé suite à l'application du § 1^{er} du présent article sera le montant maximum auquel le pouvoir organisateur a droit.

Art. 46. § 1^{er}. Le montant déterminé par l'article 45 devra exclusivement servir à l'acquisition du matériel autorisé à l'article 43.

§ 2. Ce montant devra servir à acquérir au minimum un nombre d'appareils équivalent à 5 pourcent de la population scolaire secondaire des établissements du pouvoir organisateur déterminé lors du comptage du 1^{er} octobre 2023. Si ce nombre n'a pas été communiqué pour un établissement, le comptage arrêté au 15 janvier 2023 sera alors pris en considération pour cet établissement.

Le pouvoir organisateur est chargé de la répartition des appareils acquis entre ses établissements, et ce pour autant que chaque établissement dispose d'un stock équivalent à 5% de sa propre population au minimum.

§ 3. Chaque appareil pourra être pris en charge via les subventions prévues par le présent arrêté pour un montant maximum de 500 euros par appareil.

§ 4. Le pouvoir organisateur pourra acquérir un nombre illimité d'appareils, mais ne pourra réclamer un montant supérieur à son droit de tirage auprès des services du Gouvernement.

Art. 47. § 1^{er}. La liquidation de la subvention se fera par avance en décembre 2023, à tous les pouvoirs organisateurs qui auront manifesté leur intérêt auprès des services du Gouvernement pour l'acquisition de matériel de formation visé à l'article 43 du présent décret. L'ensemble des pouvoirs organisateurs sera informé de la mise en place de ce mécanisme par circulaire.

§ 2. La justification de l'utilisation de la subvention se fait sur présentation auprès des services du Gouvernement des factures prouvant l'achat du matériel et des documents prouvant le respect de la législation sur les marchés publics et ce, au plus tard le 31 décembre 2024.

Les pièces justificatives devront permettre de déterminer que le nombre minimum d'appareils a bien été acquis, le coût de ces acquisitions ainsi que la date de commande du matériel.

Les modalités de remise des justificatifs ainsi que le formulaire accompagnant ceux-ci seront précisés dans la circulaire publiée par le Gouvernement.

§ 3. Si la subvention perçue d'avance n'est pas justifiée pour le 31 décembre 2024 au plus tard, le pouvoir organisateur concerné rembourse la partie non justifiée à la Communauté française dès réception du décompte par les services du Gouvernement.

Art. 48. Pour être accepté à la prise en charge, le matériel devra avoir été commandé auprès du fournisseur entre le 28 août 2023 et le 2 juillet 2024.

Sous-section 3 : — De l'utilisation des subventions visées dans la sous-section 1 dans l'enseignement de promotion sociale secondaire ou supérieur

Art. 49. La subvention visée à l'article 42 est destinée à permettre aux bénéficiaires de couvrir, à titre de dépenses admises, des frais relatifs à l'acquisition de matériel nécessaire pour l'enseignement en ligne ou nécessitant l'utilisation du numérique.

Art. 50. § 1^{er}. Le matériel acquis par les pouvoirs organisateurs via les subventions octroyées par le présent mécanisme devra être mis prioritairement à disposition des étudiants inscrits dans une année diplômante ou dans options/filières nécessitant le plus d'accès à ce type de matériel et qui n'ont pas la capacité financière d'acquérir eux-mêmes ce matériel ou n'en disposent pas.

§ 2. La mise à disposition visée au paragraphe 1^{er} devra se faire à titre gratuit et sera encadrée par une convention de mise à disposition conclue entre l'établissement d'enseignement de promotion sociale et l'étudiant ou entre l'établissement d'enseignement de promotion sociale et le membre de l'équipe pédagogique qui bénéficiera du matériel.

Un modèle de convention sera communiqué par circulaire à tous les pouvoirs organisateurs par la Communauté française.

§ 3. Une caution sera demandée par l'établissement lors de la remise du matériel. Cette caution ne pourra en aucun cas dépasser la somme de 50 euros.

§ 4. La convention de mise à disposition engage l'étudiant et/ou le membre de l'équipe pédagogique à utiliser avec soin le matériel informatique fourni, conformément à sa destination. Elle engage également l'étudiant et/ou le membre de l'équipe pédagogique à restituer l'intégralité du matériel au plus tard à la fin de la dernière unité d'enseignement suivie ou donnée durant l'année scolaire ou académique en cours, et ce dans le même état que celui dans lequel le matériel informatique se trouvait lorsqu'il a été mis à sa disposition, compte tenu de son usure normale.

L'inattention ou la négligence peut engendrer des pannes mineures ou importantes qui ne sont pas couvertes par la garantie normale d'utilisation et ne sont donc pas imputables à un défaut du matériel, dans tels cas, l'établissement sera en droit de ne pas rembourser la caution à l'étudiant ou au membre de l'équipe pédagogique ou de réclamer une indemnité de réparation plafonnée à 150€.

Dans le cas d'un vol, une déclaration de vol déposée auprès des services de police devra être remise à l'établissement d'enseignement de promotion sociale afin d'attester le vol effectif du matériel.

§ 6. Toute application abusive de la caution et/ou de l'indemnité pour vol/réparation visées au paragraphe 3 devra être signalée au pouvoir organisateur de l'établissement. Sans réaction de ce dernier, dans les trente jours du dépôt, ou si aucune solution ne peut être dégagée par celui-ci, une plainte pourra être déposée auprès des services du Gouvernement de la Communauté française.

Le dépôt de plainte sera effectué auprès de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique et ce, par courriel ou courrier postal, aux coordonnées suivantes :

Ministère de la Communauté française

Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique Rue A. Lavallée, 1

1080 BRUXELLES

secretariat.dgesvr@cfwb.be

L'Administration sera tenue de remettre sa décision dans un délai de 15 jours à dater de la réception de la demande.

Art. 51. § 1^{er}. Les pouvoirs organisateurs de l'Enseignement de promotion sociale reconnus par la Communauté française bénéficient chacun d'un droit de tirage équivalent au montant maximum calculé selon la formule suivante :

$$(N * 0,01 \%) * 500 \text{ €} = \text{Droit de tirage maximum}$$

N = Nombre de périodes élèves générées pour l'année civile 2019 telles que déterminées par l'article 99 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

§ 2. Le montant déterminé suite à l'application du paragraphe 1^{er} du présent article sera le montant maximum auquel le pouvoir organisateur a droit.

Art. 52. Le montant déterminé par l'article 51 devra exclusivement servir à l'acquisition du matériel autorisé à l'article 49.

Art. 53. § 1^{er}. La liquidation de la subvention se fera par avance en décembre 2023, à tous les pouvoirs organisateurs qui auront manifesté leur intérêt auprès des services du Gouvernement pour l'acquisition de matériel de formation visé à l'article 49 du présent décret. L'ensemble des pouvoirs organisateurs sera informé de la mise en place de ce mécanisme par circulaire.

§ 2. La justification de l'utilisation de la subvention se fait sur présentation auprès des services du Gouvernement des factures prouvant l'achat du matériel et des documents prouvant le respect de la législation sur les marchés publics et ce, au plus tard le 31 décembre 2024.

Les pièces justificatives devront permettre de déterminer que le nombre minimum d'appareils a bien été acquis, le coût de ces acquisitions ainsi que la date de commande du matériel.

Les modalités de remise des justificatifs ainsi que le formulaire accompagnant ceux-ci seront précisés dans la circulaire publiée par le Gouvernement.

§ 3. Si la subvention perçue d'avance n'est pas justifiée pour le 31 décembre 2024 au plus tard, le pouvoir organisateur concerné rembourse la partie non justifiée à la Communauté française dès réception du décompte par les services du Gouvernement.

Art. 54. Pour être accepté à la prise en charge, le matériel devra avoir été commandé auprès du fournisseur entre le 28 août 2023 et le 2 juillet 2024.

Section 5. — Dispositions relatives à l'équipement numérique des écoles

Art. 55. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 42 du 14 janvier 2021 déterminant les conditions et les modalités d'octroi d'une intervention financière facilitant l'achat ou la location de matériels informatiques par les parents ou les personnes investies de l'autorité parentale au profit de leur enfant et afin de faciliter le suivi des apprentissages tel que confirmé par le décret du 18 novembre 2021 portant Confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 42 du 14 janvier 2021, les mots " ainsi que les éventuels services connexes y afférant " sont insérés entre les mots " informatiques " et les mots " au profit ".

Art. 56. A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots " Ce cahier des charges type est repris en annexe 1^{re} du présent arrêté. Les caractéristiques techniques minimales du matériel reprises dans ce cahier des charges type sont revues tous les 2 ans afin d'assurer que celles-ci ne deviennent obsolètes. " sont remplacés par les mots " Ce cahier des charges type est repris en annexe 1^{re} du présent arrêté et comprend les caractéristiques techniques minimales du matériel ainsi que les services connexes y afférants. Le cahier des charges type est revu tous les 2 ans. Les caractéristiques techniques peuvent notamment tenir compte des aménagements numériques raisonnables pour les élèves en situation de handicap. » ;

2° à l'alinéa 2, les mots " frais de services connexes compris " sont insérés entre le mot " T.V.A.C " et les mots " . L'établissement » ;

3° un 3^{ème} alinéa est inséré comme suit : " Le pouvoir organisateur ou son délégué peut également souscrire à un marché public d'une fédération de pouvoirs organisateurs, d'un service public, ou de tout autre organisme public à la condition que celui-ci respecte les exigences énoncées aux alinéas 1 et 2. ».

Art. 57. L'article 3 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 2^{ème} paragraphe, le mot " obligatoirement " est inséré après le mot " comprend » ;

2° un 3^{ème} paragraphe est inséré comme suit : " § 3. Le service après-vente ou durant location peut, en outre, comprendre des services connexes dont, notamment, une assurance tous risques électroniques et/ou une assurance-crédit. ».

Art. 58. A l'article 4 du même arrêté, 1^{er} paragraphe, 3^{ème} alinéa, les mots " frais de services connexes compris " sont insérés entre les mots " T.V.A.C " et les mots " .Le pouvoir organisateur ».

Art. 59. A l'article 5 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2^{ème} paragraphe, le mot " obligatoirement " est inséré après le mot " comprend » ;

2° un 3^{ème} paragraphe est inséré comme suit : " § 3. Le service après-vente ou durant location peut, en outre, comprendre des services connexes dont, notamment, une assurance tous risques électroniques et/ou une assurance-crédit. ».

Art. 60. A l'article 7, alinéa 1^{er}, les mots " Cependant, une assurance tous risques électroniques et/ou une assurance-crédit peuvent, notamment, être prévues dans les services connexes du Cahier spécial des charges " sont insérés après le mot " matériel ».

CHAPITRE 9. — *Dispositions relatives à la programmation sociale dans l'enseignement**Section 1. — Disposition relative à l'allocation de fin d'année*

Art. 61. A l'article 135 du décret du 11 avril 2014 portant diverses dispositions en matière de statut des membres du personnel de l'enseignement, le § 2, 1^o, est remplacé par ce qui suit :

“ § 2. Le montant de l'allocation de fin d'année est calculé comme suit :

1^o pour la partie forfaitaire : le montant correspondant pour le mois d'octobre de l'année considérée au montant de :

- 330,85 euros, pour l'année 2009 ;
- 339,29 euros, pour l'année 2010 ;
- 469,87 euros, pour l'année 2011 ;
- 561,56 euros, pour l'année 2012 ;
- 566,81 euros, pour l'année 2013 ;
- 567,37 euros, pour l'année 2014 ;
- 578,61 euros, pour l'année 2015 ;
- 587,61 euros, pour l'année 2016 ;
- 598,80 euros, pour l'année 2017 ;
- 612,53 euros, pour l'année 2018 ;
- 616,61 euros, augmenté d'un montant de 30 euros, soit un total de 646,61 euros pour l'année 2019 ;
- 653,31 euros, augmenté d'un montant de 93 euros, soit un total de 746,31 euros pour l'année 2020 ;
- 772,27 euros, pour l'année 2021 ;

- le montant de la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année pour 2021 tel qu'indexé sur base du rapport entre l'indice santé en octobre 2022 et en octobre 2021, augmenté d'un montant de 34 euros, pour l'année 2022 ;

- le montant de la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année pour 2022 tel qu'indexé sur base du rapport entre l'indice santé en octobre 2023 et en octobre 2022, augmenté d'un montant de 16 euros, pour l'année 2023 ;

- le montant de la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année pour 2023 tel qu'indexé sur base du rapport entre l'indice santé en octobre 2024 et en octobre 2023, augmenté d'un montant de 62 euros, pour l'année 2024 ; ».

Section 2. — Disposition relative à l'augmentation de l'aide administrative aux directions

Art. 62. A l'article 110 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, il est inséré un paragraphe 1quinter rédigé comme suit :

“ § 1quinter. Par dérogation au paragraphe 1bis, à partir de l'année scolaire 2023-2024, les montants forfaitaires par élève sont augmentés de 15,97 euros dans l'enseignement maternel, primaire et fondamental ordinaire, et de 23,94 euros dans l'enseignement maternel, primaire et fondamental spécialisé. ».

Section 3. — Disposition relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle au personnel ouvrier

Art. 63. Les membres du personnel ouvrier désignés à titre temporaire et nommés à titre définitif de niveau 3 visés à l'article 180, 1^o, a) à g), du décret du 12 mai 2014 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métiers et de services des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française sont indemnisés à des fins professionnelles, à hauteur de 500.000 euros annuel, pour leurs frais d'entretien de leurs vêtements de travail, au titre de remboursement de frais propres à l'employeur. Cette indemnisation correspond à une indemnité forfaitaire dont le montant est déterminé sur la base du comptage du 30 juin de l'année précédant l'année de liquidation.

Le montant de 500.000 euros est réparti équitablement entre les membres du personnel recensés selon les modalités fixées à l'alinéa 1^{er}. Ce montant est liquidé au plus tard le 30 juin aux membres du personnel par les Services du Gouvernement.

CHAPITRE 10. — *Dispositions relatives aux aides diverses dans le cadre de la crise énergétique*

Art. 64. Dans l'article 1^{er} du décret-programme du 14 décembre 2022 portant diverses dispositions accompagnant le budget initial 2023, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“ § 2. Chaque pouvoir organisateur bénéficiaire de l'augmentation visée au paragraphe 1^{er} transmet à l'administration en charge de l'enseignement obligatoire, au plus tard le 29 février 2024, le montant total de ses factures énergétiques ou de ses charges locatives énergétiques ou de son (ses) décompte(s) de consommation relatifs à une période de 12 mois comprise entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2023, ainsi que le montant total de ses factures ou décomptes de consommation couvrant les 12 mois de l'année 2019, afin de démontrer le surcoût subi. Le surcoût entre 2019 indexé à 2% l'an, et la période de 12 mois comprise entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2023 devra être au minimum équivalent à l'aide perçue, sous peine de remboursement de la différence entre ladite aide et le surcoût constaté. ».

Art. 65. Dans l'article 13, § 2, du même décret, les mots “ 31 décembre 2023 » sont remplacés par les mots “ 29 février 2024 ».

CHAPITRE 11. — *Dispositions relatives aux bâtiments scolaires*

Art. 66. Dans l'article 3, § 1^{er}, 2^o, du décret du 27 avril 2023 relatif au plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires, les mots “ en ce compris les internats relevant de l'enseignement supérieur » sont insérés entre les mots “ concerne l'enseignement supérieur » et les mots “ hors universités ».

Art. 67. Dans l'article 10, § 2, 4^o, du même décret du 27 avril 2023 relatif au plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires, les mots “ non contigus » sont remplacés par les mots “ autonomes fonctionnellement », ainsi que les mots “ d'influant » sont remplacés par les mots “ n'influant ».

Art. 68. Dans l'article 7, § 1^{er}/1, du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 6 et 7 : " Toutefois, le budget annuel est attribué à hauteur de 90 pourcents, et ce en vue de constituer une réserve permettant la prise en charge des éventuelles majorations lors de l'accord ferme de subvention. Dans le cas où, cette réserve ne serait pas totalement consommée par lesdites majorations, le solde de celle-ci est ajouté au budget annuel de l'année suivant l'année durant laquelle le dernier accord ferme lié à cette réserve est octroyé. ».

CHAPITRE 12. — *Dispositions relatives à Wallonie-Bruxelles Enseignement*

Art. 69. Dans l'article 38 du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 5 et 6 : " En 2024, une dotation exceptionnelle de 3.000.000 euros est octroyée à WBE en vue de la réalisation des travaux d'aménagement de son siège social. ».

CHAPITRE 13. — *Dispositions relatives au service administratif à comptabilité autonome pour les infrastructures non-scolaires*

Art. 70. L'article 38, du décret-programme du 15 décembre 2021 portant diverses dispositions accompagnant le budget 2022 est complété par un point 5. rédigé comme suit :

" 5. De 2023 à 2028 une dotation spécifique visant à financer la transition énergétique et climatique des bâtiments, de 30.000.000 € par an. A partir de 2024, cette dotation est indexée à l'indice général des prix à la consommation, sur base de l'indice de janvier 2023.

Cette dotation ne peut être mobilisée que dans le cadre des projets visant l'atteinte des exigences réglementaires en matière de transition climatique qui seront déterminés par arrêté du Gouvernement. Le Gouvernement arrête les objectifs et les modalités de suivi de ces projets. ».

CHAPITRE 14. — *Dispositions liées au RRF modifiant le décret-programme du 14 juillet 2021 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, à l'Égalité des chances, aux Bâtiments scolaires, à WBE, au Droit des femmes, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche scientifique, au Secteur non-marchand, à l'Éducation et aux Fonds budgétaires*

Art. 71. A l'article 80, § 2, alinéa 1^{er}, du décret-programme du 14 juillet 2021 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, à l'Égalité des chances, aux Bâtiments scolaires, à WBE, au Droit des femmes, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche scientifique, au Secteur non-marchand, à l'Éducation et aux Fonds budgétaires, la phrase " 39 pourcents de cette enveloppe est consacrée aux subventions visées au paragraphe 1^{er}. » est remplacée par la phrase " Un maximum de 39 pour cent de cette enveloppe est consacré aux subventions visées au paragraphe 1^{er}. ».

Art. 72. A l'article 85 du même décret-programme, la phrase " Le montant de ce pot commun est réparti entre les lauréats de l'appel à projets visés à l'article 81, § 2, au prorata des périodes élèves générées pour l'année civile 2019, telles que déterminées par l'article 99 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale. » est remplacée par la phrase " Le montant de ce pot commun est utilisé en priorité pour couvrir le coût des périodes visées à l'article 86, § 1^{er}, alinéa 1. Le surplus éventuel est utilisé le cas échéant dans le cadre des appels à collaboration visés à l'article 87, § 1^{er}. ».

Art. 73. A l'article 87, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret-programme, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " quatre appels à collaborations » sont remplacés par les mots " maximum quatre appels à collaboration » ;

2° la phrase " Un appel à collaboration est lancé par année et a pour objectif d'augmenter le nombre de ressources pédagogiques disponibles et de favoriser leur mutualisation. » est remplacée par la phrase : " Chaque appel à collaboration lancé a pour objectif d'augmenter le nombre de ressources pédagogiques disponibles et de favoriser leur mutualisation. ».

Art. 74. A l'article 87, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret-programme, les mots " 9 pourcents » sont remplacés par les mots " Un maximum de 9 pour cent ».

CHAPITRE 15. — *Dispositions liées au Sport*

Section 1. — *Abrogation du décret du 2 juillet 2007 visant le subventionnement de la formation des jeunes footballeurs*

Art. 75. Le décret du 2 juillet 2007 visant le subventionnement de la formation des jeunes footballeurs est abrogé.

Section 2. — *Modification du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française*

Art. 76. L'article 34, § 2, du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française est complété par un huitième alinéa, rédigé comme suit :

" Par dérogation à l'article 34, § 2, alinéa 1^{er}, du décret, le calcul de la subvention forfaitaire de fonctionnement des fédérations et associations sportives, effectuée en 2024, ne vaudra que pour une période d'un an.

A partir la date 1^{er} janvier 2025, le calcul s'effectuera sur la base de la période reprise à l'article 34, § 2, alinéa 1^{er}. ».

CHAPITRE 16. — *Dispositions liées au SACA Sport*

Art. 77. § 1^{er}. Le SACA Sport constitue un service administratif à comptabilité autonome au sens de l'article 2, 5°, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française.

§ 2. Le SACA Sport dispose des ressources suivantes :

1° les soldes disponibles en crédits d'engagement et de liquidation, déterminés à la fin de l'année budgétaire 2023, du Fonds des Sports inscrit à l'article budgétaire 12.33.11 de la division organique 26, du budget des dépenses 2023 ;

2° toute dotation arrêtée par le Gouvernement à charge du budget des dépenses, et notamment la dotation de la Loterie Nationale ;

3° des moyens versés par l'Union européenne ;

4° des transferts en provenance d'autres entités.

Art. 78. § 1^{er}. A l'annexe du décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, le Fonds des Sports visé au point 27 est supprimé.

§ 2. L'entité " ADEPS – Fonds des Sports », inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro d'entreprise 0816.932.416, est radiée de celle-ci. Ses unités d'établissement sont transférées dans l'entité " Ministère de la Communauté française », inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro d'entreprise 0316.380.940.

CHAPITRE 17. — Dispositions liées à la connectivité externe des écoles

Art. 79. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer une subvention/dotation aux pouvoirs organisateurs pour leurs implantations scolaires de l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance, ordinaire et spécialisé, leurs implantations scolaires de l'enseignement fondamental et primaire ordinaire et spécialisé, leurs centres psycho-médico-sociaux, leurs implantations d'enseignement secondaires à horaires réduits, et leurs internats ainsi que pour leurs implantations d'enseignement de promotion sociale, organisés ou subventionnés par la Communauté française pour prendre en charge les coûts de connectivité externe.

§ 2. Le montant du financement s'établit comme suit :

1° pour les établissements non connectés selon les exigences minimales arrêtées par le Gouvernement situés dans une zone de couverture habituelle, un montant maximum de 500€ est alloué à concurrence des frais encourus et sur base de remise des pièces justificatives ;

2° pour les établissements non connectés selon les exigences minimales arrêtées par le Gouvernement situés en dehors d'une zone de couverture habituelle et à qui sont réclamés des frais compris entre 500€ et 5.000€, un montant maximum de 5.000€ est alloué à concurrence des frais encourus et sur base de remise des pièces justificatives ;

3° pour les établissements non connectés selon les exigences minimales arrêtées par le Gouvernement situés en dehors d'une zone de couverture habituelle et à qui sont réclamés des frais supérieurs à 5.000€, un montant de 5.000€ forfaitaire est alloué. Une majoration de ce montant peut être alloué à concurrence des frais encourus et calculé proportionnellement en fonction du solde des moyens disponibles déduction faite des montants alloués aux établissements visés au § 2, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, et de la part forfaitaire prévue au 3°.

§ 3 Afin de prétendre au bénéfice du financement visé au § 1^{er}, les pouvoirs organisateurs doivent respecter la législation sur les marchés publics et les exigences techniques imposées par le Gouvernement. Les pouvoirs organisateurs choisissent la solution technique adéquate économiquement la plus intéressante.

§ 4 La liquidation du financement se fait sur présentation de(s) facture(s) acceptée(s).

Le Gouvernement arrête les modalités complémentaires d'attribution ainsi que les exigences techniques minimales.

CHAPITRE 18. — Modifications du décret du 19 octobre 2023 relatif au financement de repas complets, gratuits, sains et durables au sein des établissements scolaires d'enseignement fondamental ordinaire ou spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française

Art. 80. L'article 2, alinéa 2, du décret du 19 octobre 2023 relatif au financement de repas complets, gratuits, sains et durables au sein des établissements scolaires d'enseignement fondamental ordinaire ou spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit :

" Les services du Gouvernement calculent un indice socio-économique pour les établissements d'enseignement fondamental spécialisé relevant du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé en appliquant la méthode décrite à l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité.

En fonction des indices socio-économiques calculés conformément à l'alinéa 2, dans le cadre du présent décret, le Gouvernement arrête annuellement un classement des implantations de l'enseignement spécialisé comparable à celui effectué pour l'enseignement ordinaire en vertu de l'article 4 du décret du 30 avril 2009 précité. ».

Art. 81. A l'article 15 du même décret, l'alinéa 3 est complété par ce qui suit : " Les implantations d'enseignement spécialisé concernées par le présent décret comportent maximum 25 % des élèves inscrits dans l'enseignement spécialisé. ».

CHAPITRE 19. — Modifications du décret du 5 octobre 2023 introduisant le code de la justice communautaire

Art. 82. Dans l'article 4 du décret du 5 octobre 2023 introduisant le Code de la justice communautaire, un alinéa, rédigé comme suit, est inséré avant l'alinéa 1^{er} :

" Par exception à l'article 3 du présent décret, les partenaires conservent le bénéfice des agréments et des prises en charge fixées en vue du subventionnement qui leur ont été octroyés, au jour de l'entrée en vigueur du présent décret, en application du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables, concernant le sextennat d'agrément 2024-2029 ainsi que le triennat de subventionnement 2024-2026. ».

CHAPITRE 20. — Entrée en vigueur

Art. 83. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024 à l'exception des articles suivants :

1° l'article 9 entre en vigueur au 31 décembre 2023 ;

2° les articles 25 à 27 produisent leurs effets à partir de l'année académique 2023-2024 ;

3° les articles 31 et 32 produisent leurs effets le 1^{er} novembre 2023 ;

4° l'alinéa 1 de l'article 40, l'article 41 et l'article 62 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2023 ;

5° les articles 42 à 54 qui produisent leurs effets le 1^{er} décembre 2023 ;

6° les articles 67 et 68 produisent leurs effets le 27 avril 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 décembre 2023.

Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

Ministre de l'Éducation,
C. DÉSIR

—————
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 618-1 – Avis présenté au nom de la commission des Relations internationales, des Sports, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Affaires générales, du Règlement et du Contrôle des communications des membres du Gouvernement, n° 618-2 – Avis présenté au nom de la commission de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes, n° 618-3 – Avis présenté au nom de la commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles, n° 618-4 – Avis présenté au nom de la commission de l'Éducation, n° 618-5 – Rapport de commission, n° 618-6 – Amendement(s) en séance – n° 618-7 – Texte adopté en séance plénière, n° 618-8

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 20 décembre 2023.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/000604]

20 DECEMBER 2023. — Programmadecreet houdende diverse bepalingen bij de initiële begroting 2024 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Wijziging van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap*

Artikel 1. In artikel 12, § 2, van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 22 februari 2018, wordt het derde lid opgeheven.

Art. 2. In artikel 18 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het besluit van 28 juni 2012 en het decreet van 11 juli 2018, wordt het eerste lid aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

“ 6° vanaf 1 januari 2023, 1,9354 punten ; ».

Hetzelfde lid wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

“ 7° vanaf 1 januari 2024, 2,0627 punten. ».

Art. 3. In artikel 20 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 februari en 11 juli 2018, wordt paragraaf 1 aangevuld met een punt 12°, luidend als volgt :

“ 12° de tegemoetkoming van de werkgever in de daadwerkelijk toegekende maaltijdcheques, met inachtneming van de voorwaarden voorzien in artikel 19bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969, genomen ter uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en artikel 38/1, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;”.

Dezelfde paragraaf wordt aangevuld met een punt 13°, luidend als volgt :

“ 13° de forfaitaire telewerkvergoedingen toegekend door de werkgever, met inachtneming van de plafonds en voorwaarden vastgelegd door de Federale Overheidsdienst Financiën en de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid. ».

Art. 4. In artikel 21 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 februari 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1 worden de woorden “ Het in aanmerking komend bedrag » vervangen door de woorden “ Onverminderd § 5 wordt het in aanmerking komend bedrag » ;

2° in paragraaf 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het woord “ réduite » in de Franse tekst wordt vervangen door het woord “ réduit » ;

b) het eerste lid wordt vervangen als volgt :

“ Voor zover dat de bezettingsduur van elke vaste betrekking ten minste 26 weken bedraagt, kan het saldo van het in aanmerking komend bedrag worden gerechtvaardigd door in aanmerking komende uitgaven in de zin van artikel 20 met betrekking tot andere werknemers bedoeld in artikel 9. ».

Art. 5. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2018 houdende diverse bepalingen betreffende de uitvoering van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, worden de artikelen 3 tot 5 alsook de tabellen gevoegd bij het besluit opgeheven.

Art. 6. De artikelen 1, 3, tweede lid, 4 en 5 van dit decreet zijn van toepassing op de subsidies die toegekend worden vanaf 1 januari 2022.

De artikelen 2, eerste lid, en 3, eerste lid, zijn van toepassing op de subsidies die toegekend worden vanaf 1 januari 2023.

Artikel 2, tweede lid, is van toepassing op de subsidies die toegekend worden vanaf 1 januari 2024.

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van het programmadecreet van 15 december 2021 houdende diverse bepalingen bij de begroting 2022*

Art. 7. Artikel 3 van het programmadecreet van 15 december 2021 houdende diverse bepalingen bij de begroting 2022 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

“ De subsidies bedoeld in het eerste lid kunnen in 2023 en 2024 ook worden toegekend aan operatoren die geen erkenning of steun genieten in het kader van het cultuurbeleid, op voorwaarde dat zij de volgende cumulatieve voorwaarden naleven:

1° opgericht zijn in de vorm van een rechtspersoon;

2° in hoofdzaak een culturele activiteit uitoefenen die valt onder de door de regering vastgestelde lijst van NACE-codes;

3° een maatschappelijke zetel, een activiteitenzetel of een infrastructuur hebben op het grondgebied van een gemeente in het Franse taalgebied die na de overstromingen van juli 2021 door de Waalse Regering werd geclassificeerd als een door een ramp getroffen gemeente van categorie 1 of 2 ;

4° zich ertoe verbinden gedurende ten minste vijftien jaar de culturele activiteit te behouden in de plaatsen die in orde worden gebracht dankzij de subsidie.

In afwijking van het tweede lid kunnen de subsidies die toegekend worden aan de operatoren bedoeld in het derde lid uitsluitend de kosten dekken van het in orde brengen van de getroffen infrastructuur en vaste uitrusting, met inbegrip van werkzaamheden die na de overstromingen noodzakelijk of verplicht zijn geworden of van het bevorderen van de weerbaarheid in geval van overstromingen.”.

Art. 8. Artikel 7 van dit decreet heeft uitwerking met ingang van 29 juni 2023.

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten*

Art. 9. In artikel 35/1, van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2022 en gewijzigd bij het decreet van 14 december 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het bedrag van “ 99.963.000 euro » vervangen door het bedrag van “ 141.065.000 euro » ;

2° in het tweede lid wordt het bedrag van “ 9.828.000 euro » vervangen door het bedrag van “ 6.072.000 euro » ;

Art. 10. In artikel 41 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bestaande leden worden samengebracht in een paragraaf 1;

2° er wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidend als volgt :

“ § 2. In afwijking van de artikelen 57, 61/3, 61/10 en 67 kan een operator van wie de creatieovereenkomst, de dienstenovereenkomst, de verspreidingsovereenkomst of de programmaovereenkomst niet worden verlengd, op zijn verzoek genieten van een verlenging van één jaar van zijn vervallen overeenkomst.

Het bedrag van de subsidie die toegekend wordt tijdens de verlenging bedoeld in het eerste lid wordt door de Regering vastgesteld. Het kan niet hoger zijn dan het bedrag toegekend tijdens het laatste jaar van de overeenkomst en moet uitsluitend worden gebruikt om :

1° verbintenissen na te komen die aangegaan zijn vóór de kennisgeving van de beslissing tot niet-verlenging;

2° niet-geprovisioneerde opzeggingstermijnen en eventuele collectieve ontslagvergoedingen te financieren.

».

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen van het decreet van de Franse Gemeenschap van 14 juli 1997 houdende het statuut van de “ Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) ”*

Art. 11. Artikel 15 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 14 juli 1997 houdende het statuut van de “ Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) ” wordt vervangen als volgt :

“ Art. 15. De Raad van bestuur verkiest een voorzitter en een vicevoorzitter die tot verschillende politieke groeperingen behoren. De voorzitter en de vicevoorzitter wijzen elk een plaatsvervanger aan onder de leden van de Raad van Bestuur. ».

Art. 12. Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“ Art. 16. § 1. Het vast comité is samengesteld uit de voorzitter, de vicevoorzitter van de Raad van bestuur of de bestuurders gekozen onder zijn leden of uit hun plaatsvervangers. De administrateur-generaal neemt als gast deel aan het vast comité.

Het Vast Comité is belast met het onderzoek van de dossiers die aan de Raad van Bestuur moeten worden voorgelegd en van de opdrachten die hem door deze worden gedelegeerd.

§ 2. Het vast comité kan waarnemers op zijn vergaderingen uitnodigen.

Minstens vier keer per jaar nodigt het vast comité de directeurs-generaal uit om zijn werkzaamheden bij te wonen. ».

Art. 13. In artikel 22, paragraaf 4, van hetzelfde decreet worden de woorden “ 125.400.000 euro voor de periode 2018-2023 » vervangen door de woorden “ 80.000.000 euro voor de periode 2024-2027 ».

Art. 14. Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“ Art. 32. De informatie vervat in het verslag van de commissarissen is vertrouwelijk. Er worden vijf genummerde originele exemplaren opgemaakt waarvan één wordt verzonden naar de administrateur-generaal, één exemplaar aan de voorzitter van de Raad van bestuur, twee exemplaren aan de Commissarissen van de Regering en één exemplaar aan de vicevoorzitter van de Raad van bestuur. Het college van de commissarissen der rekeningen stelt zich borg voor de vertrouwelijkheid van deze informatie. De commissarissen der rekeningen, op verzoek van de voorzitter van de raad van bestuur, brengen een maal per jaar en vóór 30 juni, verslag uit voor de raad van bestuur. ».

HOOFDSTUK 5. — *Bepalingen betreffende het Wetenschappelijk Onderzoek*

Afdeling 1. — Het Bijzonder onderzoekfonds voor universiteiten

Art. 15. Artikel 1 van het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van onderzoek in de universiteiten wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “ Vanaf het jaar 2024 wordt een aanvullend bedrag van 4.000.000 euro toegevoegd aan het bedrag verkregen met toepassing van de vorige leden. Vanaf het jaar 2025 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig het mechanisme bedoeld in het vijfde lid. ».

Afdeling 2. — Steun aan klinici-onderzoekers

Art. 16. Artikel 1 van het decreet van 17 juli 2013 betreffende het Onderzoek door het “Fonds national de la Recherche scientifique” wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “ Vanaf het jaar 2024 wordt een aanvullend bedrag van 194.000 euro dat toegewezen moet worden aan klinici-onderzoekers toegevoegd aan het bedrag verkregen met toepassing van de vorige leden. Vanaf het jaar 2025 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig het mechanisme bedoeld in het vijfde lid. ».

Afdeling 3. — Erkenning van de onderzoeksopdracht in Hogeschool

Art. 17. In het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen wordt een artikel *7quinquies* toegevoegd, luidend als volgt :

“ Artikel *7quinquies*. § 1. Elk jaar wordt aan de hogescholen een bedrag van één miljoen euro toegekend in het kader van de toekenning van onderzoeksopdrachten aan één of meer leden van hun personeel.

Vanaf 2025 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig artikel *9bis* van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen.

Dit bedrag wordt verdeeld volgens de verdeelsleutel bedoeld in artikel 17 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen.

Volgens de data en nadere regels vastgelegd door de Regering dienen de inrichtende machten hun financieringsaanvragen in bij de Administratie belast met het Hoger Onderwijs, waarin zij, met bewijsstukken, aantonen dat zij eveneens de voorwaarden en de procedure uiteengezet in paragraaf 4 naleven alsook de lijst van personeelsleden die een onderzoekopdracht hebben gekregen. Deze lijst specificceert het volume en de duur van de opdracht.

§ 2. De inrichtende macht van elke hogeschool kan de taak van de onderzoeksopdracht toevertrouwen aan een personeelslid dat houder is van een bachelor, master of doctoraat. Deze opdracht is niet gekoppeld aan een specifieke functie. Bij toewijzing van een onderzoeksopdracht aan een personeelslid benoemd of aangeworven in vast verband in de functie van hoogleeraar of bureauhoofd, wordt laatstgenoemde vervangen naar rata van de tijdelijk vrijgekomen onderwijslast.

§ 3. De inrichtende macht, op voorstellen van de academische overheden van de Hogeschool, bepaalt de opdracht toegewijd aan de onderzoeksopdrachten. Deze wordt uitgevoerd voor volledige of onvolledige diensten, uitgedrukt in tienden.

§ 4. Elke hogeschool kan een oproep tot onderzoeksopdracht lanceren. Naar aanleiding van voormelde oproep kan een lid van het onderwijzend personeel een kandidatuur indienen bij de academische overheden van de hogeschool.

De academische overheden van de hogeschool selecteren het/de onderzoeksproject(en) op basis van de volgende minimumcriteria, gespecificeerd in de oproep tot onderzoeksopdracht :

- 1° de wetenschappelijke kwaliteit van de projecten;
- 2° hun maatschappelijke impact;
- 3° hun kwaliteit inzake uitvoering.

Indien de academische overheden van de hogeschool andere criteria willen toevoegen dan deze bedoeld in het tweede lid, worden deze meegedeeld aan de overlegorganen van de hogeschool.

De academische overheden van de hogeschool stellen aan de inrichtende macht het gedeelte van de opdrachtlast voor dat aan elk van de geselecteerde projecten toegewezen wordt.

Alle kandidaten worden ingelicht over de genomen beslissingen en over de voorwaarden voor de uitoefening van de onderzoeksopdracht.

§ 5. De Regering bepaalt de wijze waarop de duur vastgesteld kan worden alsook de nadere regels voor de verlenging of de stopzetting van een opdracht.

§ 6. Tijdens de periode van de onderzoeksopdracht blijft de leerkracht-onderzoeker titularis van zijn betrekking en van zijn initiële functie.

Na de onderzoeksopdracht oefent het personeelslid opnieuw zijn onderwijsopdracht uit.

De uren toegewijd aan de onderzoeksopdracht kunnen geen aanleiding geven tot een vacante betrekking. ».

Afdeling 4. — Financiering van de deelname aan bijeenkomsten van uitwisselingen tussen onderzoekers in het kader van hun onderzoekswerk

Art. 18. In artikel 104, § 2, eerste lid, van het decreet van 20 juli 2002 houdende diverse bepalingen inzake hoger onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en wetenschappelijk onderzoek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 3° wordt vervangen als volgt : “ 3° een bedrag van 147.000 euro wordt verdeeld over de universiteiten volgens de verdeelsleutel bepaald in artikel 6 van het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van onderzoek in de universiteiten » ;

2° 4° tot 8° worden opgeheven.

HOOFDSTUK 6. — *Bepalingen betreffende het Hoger Onderwijs**Afdeling 1. — Steun aan instellingen voor hoger onderwijs die deelnemen aan een Europese alliantie*

Art. 19. Vanaf het begrotingsjaar 2024 en tot het begrotingsjaar 2027 wordt een jaarlijkse subsidie van een bedrag van 534.000 euro toegekend om de deelname aan “netten van Europese universiteiten” van de instellingen voor hoger onderwijs bedoeld in de artikelen 10 tot 13 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

De subsidie is bedoeld om de instellingen voor hoger onderwijs te ondersteunen die deelnemen aan een Europees alliantieproject dat is geselecteerd via een van de Erasmus+-oproepen voor projecten die door de Europese Commissie in 2021, 2022 en 2023 zijn gelanceerd en die zich richten op de oprichting of versterking van netten “van Europese Universiteiten”.

Met de subsidie kunnen de geselecteerde instellingen voor hoger onderwijs

- 1° hun betrokkenheid en zichtbaarheid in de netten van “Europese universiteiten” behouden”;
- 2° coördinatieactiviteiten en alliantie-acties organiseren;
- 3° bijdragen tot de internationalisering van het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap.

De begunstigde instelling verbindt zich ertoe:

- 1° activiteiten voor de uitwisseling van goede praktijken te organiseren tussen de instellingen van hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en aan deze activiteiten deel te nemen;
- 2° verspreidingsactiviteiten te organiseren op het werk van de alliantie in de Franse Gemeenschap;
- 3° de deelname aan en de toetreding tot het project te vergemakkelijken door andere lokale actoren op een brede manier, buiten het hoger onderwijs.

Art. 20. Het bedrag bedoeld in artikel 19 van dit decreet wordt jaarlijks verdeeld over de geselecteerde instellingen van hoger onderwijs en komt overeen met een cofinanciering van 20% van de totale in aanmerking komende kosten die de Europese Commissie voor elke alliantie vereist, gedeeld door :

- 1° het aantal partner instellingen voor hoger onderwijs gefinancierd binnen de alliantie;
- 2° en door het aantal jaren betrokken bij de Europese subsidie.

Voor de berekening van het bedrag dat aan elke betrokken instelling voor hoger onderwijs wordt toegekend, wordt de samenvatting van het Europees evaluatieverslag bedoeld in artikel 22, 1°, met inbegrip van de begrotingsbijlage, gegeven door elke instelling zo spoedig mogelijk en uiterlijk één maand na de ontvangst ervan door de coördinator van de alliantie bij ARES en de Administratie belast met het Hoger Onderwijs.

Bij integratie van een nieuwe instelling in een alliantie in 2024 wordt het bedrag van elke subsidie verlaagd naar rata van de beschikbare middelen.

Art. 21. De subsidiabele uitgaven van instellingen voor hoger onderwijs die de subsidie ontvangen, zijn personeelskosten, algemene organisatie-, werkings- en uitrustingskosten.

Subsidiabele uitgaven dekken de periode vanaf 31 december van het begrotingsjaar waarin de subsidie werd toegekend tot en met 30 december van het daaropvolgende jaar.

Bedragen die niet door instellingen voor hoger onderwijs worden verantwoord, worden onverwijld aan de Franse Gemeenschap terugbetaald.

Art. 22. De instelling die steun ontvangt uit hoofde van deze subsidie verbindt zich ertoe:

1° ARES en de administratie die belast is met het hoger onderwijs, zo snel mogelijk en uiterlijk één maand na ontvangst door dezelfde instelling te voorzien van evaluatieverslagen van de Europese Commissie met betrekking tot initiële, tussentijdse en definitieve evaluaties van het project van de alliantie, inclusief hun begrotingsbijlagen;

2° ARES te voorzien van informatie met betrekking tot het project in het kader van de oproep “Europese Universiteiten”, die als basis zou kunnen dienen voor het vullen van de website van ARES en sociale netwerken;

3° een activiteitenverslag te verstrekken met daarin: een beschrijving van de werkzaamheden van de alliantie; de omschrijving van de activiteiten die de instelling binnen de alliantie verricht; toekomstige menselijke en materiële behoeften; de acties die zijn uitgevoerd om de activiteiten van de alliantie binnen de alliantie populair te maken bij het grote publiek en de academische gemeenschap, en die drie maanden na 30 december van de periode voor het rechtvaardigen van de uitgaven, naar ARES en de administratie die belast is met het hoger onderwijs worden gestuurd;

4° een globale rekening te verstrekken waarin de inkomsten en uitgaven met betrekking tot de activiteiten die onder deze subsidie vallen, worden weergegeven en die drie maanden na 30 december van de periode waarin de uitgaven worden verantwoord, naar de Administratie belast met het hoger onderwijs moet worden gestuurd.

Art. 23. Er wordt een begeleidingscomité van de “Europese universiteiten» ingesteld. Dit is samengesteld uit vertegenwoordigers van de Administratie van ARES, van de Administratie belast met het hoger onderwijs, van het Agentschap AEF-Europe en de Minister van Hoger Onderwijs, deze laatste zetelt als waarnemer.

Het comité vergadert ten minste één keer per jaar.

Het secretariaat van het comité wordt waargenomen door ARES.

Het comité heeft als opdracht, in het bijzonder, het bespreken van de implementatie van de steun die door de subsidie wordt geboden en het bereiken van de doelstellingen ervan, het kennisnemen van de projecten die door de geselecteerde instellingen voor hoger onderwijs zijn ontwikkeld en het bijdragen aan toekomstige ontwikkelingen van het initiatief “Europese universiteiten”.

Het begeleidingscomité is belast met het indienen bij de Regering van een evaluatie van de uitvoering van de aangeboden steun in het kader van de subsidie aan de geselecteerde instellingen van het hoger onderwijs en dit, uiterlijk 6 maanden na het einde van de periode van verantwoording van de uitgaven.

Afdeling 2. — Wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen

Art. 24. In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “Vanaf het jaar 2024 wordt een bedrag van 361.530 euro toegevoegd aan het bedrag verkregen met toepassing van de leden 1 tot 5, 7 en 11 tot 12. Vanaf het jaar 2025 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen bedoeld in paragraaf 4. » ;

2° § 2 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “Vanaf het jaar 2024 wordt een bedrag van 843.570 euro toegevoegd aan het bedrag verkregen met toepassing van de leden 1 tot 5, 7 en 11 tot 12.

Art. 25. In artikel 29, § 5bis, vijfde lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “ Université catholique de Louvain : 14.450.000 euro » worden vervangen door de woorden “ Université catholique de Louvain : 16.742.000 euro » ;

2° de woorden “ - Université Saint-Louis – Bruxelles : 2.292.000 euro. » worden opgeheven.

Art. 26. In artikel 45, § 1, tweede lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt 2° worden de woorden “ 30,33% » vervangen door de woorden “ 32,96 % » ;

2° 6° wordt opgeheven ».

Afdeling 3. — Wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen

Art. 27. In artikel 13, § 1, eerste lid, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, worden de woorden “ Haute Ecole Galilée : 3,44 % ; » vervangen door de woorden “ Haute Ecole Galilée : 1,16 % ; » en worden de woorden “ Haute Ecole EPHEC : 1,51 % ; » vervangen door de woorden “ Haute Ecole EPHEC : 3,79 % ; ».

Art. 28. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “Vanaf het jaar 2024 wordt een bedrag van 648.900 euro toegevoegd aan het bedrag verkregen met toepassing van de leden 1 tot 4, 6, 7 en 10 tot 13. Vanaf het jaar 2025 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig 9bis.. ».

Afdeling 4. — Steun voor de “ Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs ” in het kader van de verder ontwikkeling van het e-Paysage platform

Art. 29. Er wordt een subsidie van 3.800.000 euro toegekend aan ARES om de kosten van IT-ontwikkelingen die nodig zijn voor de implementatie van het e-Paysage softwareplatform voor de jaren 2023-2024 en 2024-2025 te kunnen dekken.

De subsidie wordt in één schijf uitbetaald, gestort in 2024.

Uiterlijk 15 september 2025 stuurt ARES aan de Minister van Hoger Onderwijs een verslag over de aanwending van de subsidie met bewijsstukken over de ontwikkelingen en deadlines die deze extra dotatie motiveren.

Afdeling 5. — Steun voor universitaire infrastructuur

Art. 30. § 1. De regering kan een subsidie verlenen aan universiteiten ter ondersteuning van investeringen in hun infrastructuur voor onderwijs- en onderzoeksactiviteiten. Daartoe worden ondersteund :

1° de renovatie- of bouwprojecten van infrastructuur;

2° de aanschaffing van één of meer gebouwen door de universiteit;

3° de tijdelijke huur van gebouwen voor de duur van de renovatie- of bouwwerken bedoeld in 1°.

In dit verband wordt een trekkingsrecht van 15.000.000 euro als volgt verdeeld tussen de universiteiten :

1° de “ Université de Liège ” : 4.080.000 euro ;

2° de “ Université catholique de Louvain ” : 4.944.000 euro ;

3° de “ Université libre de Bruxelles ” : 3.742.500 euro ;

4° de “ Université de Mons ” : 1.218.000 euro ;

5° de “ Université de Namur ” : 1.015.500 euro.

§ 2. Uiterlijk op 31 december 2024 dienen de universiteiten een subsidieaanvraag in bij de Administratie belast met het Hoger Onderwijs, waarin zij, met bewijsstukken, aantonen dat zij voldoen aan de voorwaarden vermeld in paragraaf 3.

§ 3. De subsidie wordt toegekend en uitbetaald onder voorbehoud van het aantonen van de volgende voorwaarden:

1° de projecten gefinancierd op basis van de subsidie bedoeld in paragraaf 1 worden door de universiteiten op hun kosten, exclusief de subsidie bedoeld in paragraaf 1, medegefinancierd voor een bedrag dat minimaal gelijkwaardig is aan het bedrag dat wordt toegekend uit de subsidie bedoeld in paragraaf 1 ;

2° de door de universiteit voorgestelde renovatie- of bouwprojecten van infrastructuur of de aankoop van een of meer gebouwen moeten in de eerste plaats betrekking hebben op infrastructuur die bestemd zijn voor onderwijs- en onderzoeksactiviteiten. Komen niet in aanmerking voor de subsidie, de infrastructuur die huisvesting biedt aan studenten en infrastructuur waarin voornamelijk cafetaria's en restaurants zijn gevestigd;

3° de huur van één of meer gebouwen wordt gefinancierd voor de duur van renovatie- of bouwwerken aan enig gebouw, en voor een periode die de periode gedekt door de subsidie bedoeld in 5° niet overschrijdt;

4° de door de universiteit voorgestelde renovatie- of bouwprojecten van infrastructuur of de aankoop van één of meerdere gebouwen maken deel uit van haar klimaattransitieplan en een vastgoedstrategie;

5° de universiteit betaalt de ontvangen bedragen uit binnen 36 maanden na toekenning van de subsidie;

6° de universiteit toont aan dat het renovatie- of bouwproject bijdraagt tot de verbetering van haar installaties om de groei van de studentenbevolking op te vangen en bij te dragen tot het verwezenlijken van de doelstellingen vermeld in artikel 2 van het decreet van 1 juli 2021 houdende organisatie van een coördinatie en een versterking van acties van de Franse Gemeenschap ten gunste van een ecologische transitie;

7° de universiteit toont aan dat het renovatie- of bouwproject voldoet aan het beginsel bedoeld in artikel 17 van de Verordening (EU) 2020/852 betreffende de totstandbrenging van een kader ter bevordering van duurzame beleggingen en tot wijziging van de Verordening (EU) 2019/2088, dat bestaat uit het niet veroorzaken van significante schade aan een of meer milieudoelstellingen bedoeld in artikel 9 van die verordening;

8° de subsidie bedoeld in paragraaf 1 moet het mogelijk maken de investeringen van de universiteit te vergroten en te versnellen. De vastgoedstrategie bedoeld in 4° benadrukt de stijging van de geplande investeringen en de voortgang van het initiële voorlopig tijdschema dankzij de toekenning van de subsidie bedoeld in paragraaf 1;

9° bij een sloop-/wederopbouwproject van infrastructuur toont de universiteit aan dat de geplande werken het mogelijk maken om de Q-ZEN-standaard te behalen. Bij een grote renovatie van de infrastructuur toont de universiteit aan dat de geplande werken het mogelijk maken een primaire energiebesparing van minimaal 30 procent te realiseren;

10° bij bouw of sloop/herbouw van infrastructuur verbindt de universiteit zich ertoe een reflexieve aanpak te hanteren bij het delen van ruimte met derden met betrekking tot de infrastructuur waarop de werken betrekking hebben. Ze beschrijft de wijze waarop het delen wordt beoogd.

De subsidiabele uitgaven zijn :

1° de totale kosten van de werken zoals meegedeeld aan de aannemer bij de toewijzing van de opdracht voor de aanneming van werken, evenals de totale kosten van de diensten die bij de opdracht voor de aanneming van werken horen;

2° het geheel of een deel van de aanschaffingsprijs van één of meer gebouwen;

3° de kosten van de huur onder de voorwaarden voorzien in het eerste lid, 3°.

§ 4. Gedurende de periode bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 5°, en uiterlijk op 31 december van elk jaar, bezorgt de universiteit een verslag aan de Administratie belast met het Hoger Onderwijs. Dit verslag geeft een inventaris op van de investeringen, huur of aanschaffing die in de loop van het jaar zijn gedaan, gefinancierd uit de toegekende subsidie bedoeld in paragraaf 1.

§ 5. Binnen 6 maanden na het einde van de termijn bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 5°, bezorgt de universiteit een verslag aan de Administratie die belast is met het Hoger Onderwijs. Dit verslag bevat ten minste de volgende elementen :

1° een beschrijving van de infrastructuurrenovaties of -constructies die met de subsidie zijn gefinancierd, evenals de totale kosten voor het uitvoeren van deze renovaties of constructies;

2° een beschrijving van de gebouwen die via de gehele of een deel van de subsidie zijn verworven, evenals hun aanschaffingswaarde;

3° een verklaring op erewoord volgens dewelke de infrastructuur bedoeld in 1° en 2° bestemd is voor onderwijs- en onderzoeksactiviteiten;

4° het bewijs dat de universiteit voor haar rekening projecten voor haar infrastructuur heeft medegefinancierd met uitsluiting van de subsidie bedoeld in het eerste lid, die tenminste gelijkwaardig is aan deze die door de subsidie wordt verleend;

5° het aantonen dat de toegekende subsidie het mogelijk heeft gemaakt om de bestaande infrastructuur binnen een redelijke termijn te verbeteren en deel uitmaakt van een algemeen infrastructuurplan. De verbetering kan onder meer betrekking hebben op een verhoging van de energieprestatie van infrastructuur of een verbetering van de toegankelijkheid van de infrastructuur.

§ 6. In het kader van deze steun aan de universitaire infrastructuur delen de universiteiten aan de diensten van de regering hun vastgoedstrategie, gevalideerd door hun besluitvormingsorgaan, met als doel de inspanningen aan te tonen die zijn geleverd om de door de gewesten opgelegde doelstellingen op het gebied van koolstofneutraliteit te verwezenlijken.

Afdeling 6. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs

Art. 31. Artikel 17, § 1, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “ Voor de andere meester-assistent dan deze vermeld in het eerste lid, vormen in de hogeschool de docent, de werkleider, de hoogleraar en het hoofd van het studie bureau, ook de subsidiabele diensten voor de tijd die hij in een onderneming vanaf de leeftijd van 21, 22, 23 of 24 jaar doorgebracht heeft. In afwijking hiervan, kan deze periode niet 5 jaar overschrijden. ».

HOOFDSTUK 7. — *Bepalingen betreffende de jeugd*

Afdeling 1. — Steun aan jeugdbewegingen erkend door de Franse Gemeenschap in het kader van de aankoop van tenten

Art. 32. § 1. Een bedrag van 300.000 euro wordt gedurende het jaar 2023 toegewezen aan jeugdbewegingen die erkend zijn in de Franse Gemeenschap, in overeenstemming met artikel 7 van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties, teneinde om hen financieel te ondersteunen bij de aanschaf en het onderhoud van tenten.

De verdeling wordt vastgesteld als volgt :

1° 132.416,50 euro worden toegewezen aan de VZW Les Scouts ;

2° 60.033,33 euro worden toegewezen aan de VZW Les Guides Catholiques de Belgique ;

3° 56.407,26 euro worden toegewezen aan de VZW Fédération Nationale des Patros ;

4° 26.361,05 euro worden toegewezen aan de VZW Faucons rouges ;

5° 24.781,87 euro worden toegewezen aan de VZW Scouts et Guides Pluralistes.

Voor kosten in verband met reparatie en onderhoud van tenten kan een bedrag ter hoogte van maximaal 10% van de subsidie bedoeld in het tweede lid worden aangewend.

§ 2. Deze subsidie wordt in een unieke schijf uitbetaald.

De begunstigden van de subsidie zullen, ieder wat hen betreft, uiterlijk op 30 september 2024 bewijsstukken overleggen met betrekking tot alle subsidiabele uitgaven, namelijk de kosten van aanschaf en uitrusting van tenten, evenals accessoires die daarmee verband houden.

De begunstigden sturen hun bewijsstukken aan de Administratie die belast is met Jeugd.

§ 3. De Regering is bevoegd om de praktische nadere regels met betrekking tot de verantwoording van de uitgaven vast te stellen.

Afdeling 2. — Schoolritmes

Art. 33. § 1. In 2024 zal de regering subsidies toekennen in het kader van een oproep tot projecten aan de volgende begunstigden:

1° aan lokale groepen van jeugdbewegingen, zoals bedoeld in artikel 2, 14°, van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties;

2° aan gemeenten gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest in het Franse taalgebied;

3° aan rechtspersonen of natuurlijke personen die door het Algemeen Commissariaat voor Toerisme van het Waalse Gewest erkende campings ter beschikking stellen en op voorwaarde dat deze gevestigd zijn op het grondgebied van het Waalse Gewest in het Franse taalgebied.

De oproep tot projecten zal zich richten op de inrichting of renovatie van de infrastructuur van lokale groepen van jeugdbewegingen om de kwaliteit en capaciteit van de verblijfovang te verbeteren. De subsidie zal geheel of gedeeltelijk betrekking hebben op het bedrag van de geplande werken volgens de regels vastgesteld in de oproep tot projecten.

De subsidies zullen verdeeld worden rekening houdend met de volgende criteria :

1° de verbetering van de kwaliteit of de capaciteit van de opvang;

2° de geschatte totale kosten van de werken;

3° de milieueffecten van het geplande project.

§ 2. Het bedrag van de subsidie bedoeld in § 1 mag niet hoger zijn dan 30.000 euro per project.

De subsidies bedoeld in de paragrafen 1 worden uitbetaald in twee schijven, luidend als volgt :

1° een eerste schijf die overeenstemt met 70% van het bedrag van de subsidie, wordt gestort na de aanneming van het besluit tot toekenning van de subsidie;

2° een tweede schijf die overeenstemt met 30% van het bedrag van de subsidie, wordt gestort na controle en validatie van de bewijsstukken waaruit blijkt dat de werken worden uitgevoerd.

§ 3. In het kader van de oproep tot projecten bedoeld in paragraaf 1 geven de begunstigden ten minste een gedetailleerde beschrijving van de geplande inrichting en infrastructuur en een begrotingsvoorzicht.

De documenten worden ingediend bij de Administratie belast met Jeugd door middel van een elektronisch formulier.

§ 4. De Regering is bevoegd om de praktische nadere regels met betrekking tot de verantwoording van de uitgaven vast te stellen.

HOOFDSTUK 8. — Bepalingen betreffende het Onderwijs

Afdeling 1. — Bepalingen tot wijziging van Boek 1, Titel VII, Hoofdstuk II van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en tot uitbreiding van het gratis onderwijs in het gewoon en gespecialiseerd lager onderwijs

Art. 34. In artikel 1.7.2-1, § 4, tweede en vierde lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “ de eerste twee » worden vervangen door de woorden “ de eerste drie » ;

2° de woorden “ in de maturiteitsgraad I » worden vervangen door de woorden “ in de maturiteitsgraden I en II ».

Art. 35. In artikel 1.7.2-2, § 1, eerste en tweede lid, van hetzelfde wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “ de eerste twee » worden vervangen door de woorden “ de eerste drie » ;

2° de woorden “ in de maturiteitsgraad I » worden vervangen door de woorden “ in de maturiteitsgraden I en II ».

Afdeling 2. — Bepaling tot wijziging van Hoofdstuk VI van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden

Art. 36. In artikel 7, § 1, eerste lid van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden, worden de woorden “ wanneer de afstand af te leggen tussen zijn woonplaats en de werkplaats minstens één kilometer bedraagt, recht op een bijdrage gelijk aan 0,15 euro per kilometer afgelegd met de fiets, naar boven afgerond ” vervangen door de woorden “ wanneer de afstand af te leggen tussen zijn woonplaats en de werkplaats minstens één kilometer bedraagt, recht op een vergoeding waarvan het bedrag, per kilometer afgelegd, naar boven afgerond, gelijk is aan het bedrag dat elk jaar voor het gebruik van de fiets vrijgesteld van belasting kan worden door de belastingdienst, met uitzondering van de volgende personeelscategorieën voor wie de tegemoetkoming gelijk is aan 0,15 euro per kilometer afgelegd met de fiets, naar boven afgerond :

1° personeelsleden en hoofden van instellingen van hogescholen, internaten die afhankelijk zijn van deze instellingen, hogere kunstscholen en het Hoger Instituut voor architectuur georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

2° gesubsidieerde personeelsleden en inrichtende machten van de onderwijsinstellingen van hogescholen, hogere kunstscholen en de hogere instituten voor architectuur gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

3° leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel en hoofden van instellingen van hogescholen, hogere kunstscholen en hogere instituten voor architectuur georganiseerd door de Franse Gemeenschap; ».

Afdeling 3. — Wijzigingsbepalingen betreffende de diensten voor schoolherinschakeling

Art. 37. In artikel 21 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, wordt het vierde lid vervangen als volgt :

“ Het geheel van deze structuren moet in staat zijn 400 minderjarigen, zoals bedoeld in het eerste lid, op te vangen. Er wordt verwacht dat het aantal opvangen zal toenemen afhankelijk van de extra toegekende begrotingsmiddelen. ».

Art. 38. In artikel 27 van hetzelfde decreet wordt § 1 aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“ Het team van elke dienst voor schoolherinschakeling integreert zowel een sociaal-educatieve dimensie als een educatieve dimensie. ».

Art. 39. In artikel 36 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“ Het team van de dienst voor schoolherinschakeling stelt met elke minderjarige en, voor zover mogelijk, met zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, een persoonlijk project op dat rekening houdt met de belevenissen van de minderjarige en integreert zowel een sociaal-educatieve dimensie als een educatieve dimensie. Opdat de minderjarige zijn leerproces kan voortzetten met betrekking tot de basisvaardigheden of de vaardigheden en kennis bedoeld in de artikelen 16, 25 en 35 van het decreet “Opdrachten”, werken de dienst voor schoolherinschakeling en de school actief samen. Dit project wordt regelmatig besproken met de minderjarige om er de evolutie van te beseffen en het aanpassen mogelijk te maken van de nagestreefde doelstellingen. De ouders worden op de hoogte gehouden van dit project. ».

Art. 40. In artikel 17 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2014 tot uitvoering van de artikelen 23, 25, 26, 28, 30, 33 en 35 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, wordt paragraaf 1 aangevuld als volgt :

“ In afwijking van het eerste lid wordt de geïndexeerde jaarlijkse provisionele subsidie voor werkingskosten vastgesteld voor het jaar 2023, op 192.843,27 euro per dienst voor schoolherinschakeling. Het aanvullend bedrag van 58.250,00 euro wordt ten laste gebracht van de kredieten opgenomen in de begroting van het Onderwijs.

Vanaf 1 januari 2024 wordt de jaarlijkse provisionele subsidie bedoeld in het eerste lid vermeerderd met een indexeerbaar bedrag van 119.250,00 euro per dienst voor schoolherinschakeling. Het aanvullend bedrag wordt, voor 99.250,00 euro, ten laste gebracht van de kredieten opgenomen in de begroting van het Onderwijs en, voor 20.000,00 euro, van de kredieten opgenomen in de begroting van de Hulpverlening aan de jeugd.

De verhoging van de jaarlijkse subsidie heeft als doel :

- 1° een verhoging van de opvang voor elke dienst voor schoolherinschakeling;
- 2° de versterking van de educatieve dimensie van de begeleiding die door elke dienst voor schoolherinschakeling wordt geboden;
- 3° de verbetering van de samenwerking met actoren op school.

Een opvolgings- en evaluatiemechanisme voor de elementen bedoeld in het vierde lid 4 wordt voorzien door de diensten van de regering. ».

Art. 41. In artikel 20, § 1, van hetzelfde besluit wordt tussen het eerste lid en het tweede lid, een lid ingevoegd, luidend als volgt :

“ In afwijking van het eerste lid wordt de provisionele subsidie voor werkingskosten in 2023 geïndexeerd. ».

Afdeling 4. — Bepalingen betreffende de digitale vaardigheden in het onderwijs voor het jaar 2023

Onderafdeling 1 : — Uitzonderlijke subsidies 2023 betreffende de digitale vaardigheden in het gewoon, gespecialiseerd, alternerend onderwijs en het secundair en hoger onderwijs voor sociale promotie

Art. 42. In 2023 kan de Regering aan elke inrichtende macht van inrichting voor gewoon, gespecialiseerd en alternerend onderwijs, alsook aan elke inrichtende macht van het secundair of hoger onderwijs voor sociale promotie, een subsidie toekennen voor de aanschaf van goederen die vallen onder het toepassingsgebied van de artikelen 43 en 49 van dit decreet.

Onderafdeling 2 : — Gebruik van de subsidies bedoeld in de onderafdeling 1 in het gewoon, gespecialiseerd of alternerend onderwijs

Art. 43. § 1. De subsidie bedoeld in artikel 42 is bedoeld om begunstigden in staat te stellen kosten als subsidiabele uitgaven te dekken die verband houden met de aanschaf van het volgende opleidingsmateriaal :

- 1° elk type nieuwe of gereviseerde laptop;
- 2° elk type nieuwe of gereviseerde computertablet.

§ 2. Het verworven materiaal moet voldoen aan de minimale technische criteria opgenomen in het type-bestek goedgekeurd door de regering.

Art. 44. § 1. Het materiaal dat door de inrichtende machten wordt verworven via de subsidies die door dit mechanisme worden toegekend, moet bij voorrang ter beschikking worden gesteld van studenten die zijn ingeschreven voor een diplomajaar of voor de opties/cursussen die de meeste toegang tot dit soort materiaal vereisen en wier ouders of de wettelijke voogd niet over de financiële draagkracht beschikken om dit materiaal zelf aan te schaffen of er niet over beschikken.

Naast deze prioritaire studenten wordt het materiaal ter beschikking gesteld aan studenten in een niet-diplomajaar en waarvan de ouders of wettelijke voogd niet over de financiële draagkracht beschikken om dit materiaal zelf aan te schaffen en/of opvoedingsteams of er niet over beschikken.

§ 2. De terbeschikkingstelling bedoeld in paragraaf 1 zal kosteloos moeten gebeuren en zal geregeld worden bij een overeenkomst van terbeschikkingstelling gesloten tussen de schoolinrichting en de wettelijke voogd van de student of tussen de schoolinrichting en het lid van het opvoedingsteam dat van het materiaal zal genieten.

Een model van overeenkomst zal per omzendbrief aan alle inrichtende machten van de Franse Gemeenschap worden meegedeeld.

§ 3. Bij overdracht van het materiaal zal door de inrichting een borg gevraagd worden. Deze borg kan in geen geval het bedrag van 50 euro overschrijden.

§ 4. De overeenkomst van terbeschikkingstelling verplicht de student en/of het lid van het opvoedingsteam tot een zorgvuldig gebruik van de geleverde computerapparatuur, overeenkomstig de bestemming ervan. Tevens verplicht zij de leerling en/of lid van het opvoedingsteam om uiterlijk op het einde van het schooljaar al het materiaal terug te geven, en wel in dezelfde staat als waarin het computermateriaal werd hem gegeven, rekening houdend met normale slijtage.

Door onoplettendheid of nalatigheid kunnen kleine of grote defecten ontstaan die niet onder de normale gebruiksgarantie vallen en dus niet te wijten zijn aan een defect aan het materiaal. In dergelijke gevallen heeft de instelling het recht om de borg niet terug te betalen aan de ouders of de ouders of aan de wettelijke voogd van de begunstigde leerling of aan het lid van het opvoedingsteam of om een reparatievergoeding te vorderen met een maximum van 150 euro.

In geval van diefstal moet een aangifte van diefstal, ingediend bij de politiediensten, aan de school worden overhandigd om de daadwerkelijke diefstal van het materiaal vast te stellen.

§ 5. Bij onenigheid tussen de ouders of de wettelijke voogd van de leerling of het lid van het opvoedingsteam en de instelling over de toepassing van deze nadere regels, moet het materiaal ter beschikking worden gesteld aan de leerling of aan het lid van het opvoedingsteam in afwachting van een oplossing.

§ 6. Elk misbruik van de waarborgsom en/of de vergoeding voor diefstal/reparatie bedoeld in paragraaf 3 moet worden gemeld aan de inrichtende macht van de inrichting. Zonder reactie van laatstgenoemde kan binnen dertig dagen na indiening, of indien er geen oplossing kan worden bereikt door laatstgenoemde, een klacht worden ingediend bij de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De klacht zal per e-mail of per post ingediend worden bij de Algemene Directie Leerplichtonderwijs op de volgende contactgegevens :

Ministère de la Communauté française
Direction générale de l'enseignement obligatoire
Direction de l'appui
Rue Lavallée, 1
1080 BRUSSEL
info@mes-outils-numeriques.cfwb.be

De Administratie is ertoe gehouden haar beslissing te geven binnen een termijn van 15 dagen na ontvangst van de aanvraag.

Art. 45. § 1. Elke inrichtende macht bedoeld in dezer onderafdeling zal van een trekkingsrecht kunnen genieten dat gelijk is aan het maximale bedrag dat wordt berekend volgens de volgende formule :

$(N * 5 \%) * 500 \text{ €} = \text{Maximum trekkingsrecht}$

N = Aantal leerlingen afhankelijk van de inrichtende macht bepaald bij de telling op 1 oktober 2023

§ 2. Het bedrag bepaald na de toepassing van § 1 van dit artikel zal het maximumbedrag zijn waarop de inrichtende macht recht heeft.

Art. 46. § 1. Het bedrag bepaald door artikel 45 zal uitsluitend worden gebruikt voor de aanschaf van het materiaal toegestaan in artikel 43.

§ 2. Met dit bedrag moet minimaal een aantal toestellen worden aangeschaft dat overeenkomt met 5 procent van de middelbare schoolbevolking van de vestigingen van de inrichtende macht bepaald bij de telling op 1 oktober 2023. Indien dit aantal voor een inrichting niet is doorgegeven, wordt voor deze inrichting de op 15 januari 2023 gestopte telling in aanmerking genomen.

De inrichtende macht is belast met de verdeling van de aangeschafte toestellen tussen zijn vestigingen, op voorwaarde dat elke vestiging over een voorraad beschikt die gelijkstaat aan minstens 5% van de eigen bevolking.

§ 3. Elk toestel zal ten laste worden genomen via de subsidies voorzien door dit decreet voor een maximumbedrag van 500 euro per toestel.

§ 4. De inrichtende macht zal een onbeperkt aantal toestellen kunnen aanschaffen, maar zal geen hoger bedrag bij de diensten van de regering kunnen vragen dan zijn trekkingsrecht.

Art. 47. § 1. De subsidie zal in december 2023 vooraf worden uitbetaald aan alle inrichtende machten die belangstelling hebben getoond bij de diensten van de regering voor de aanschaf van opleidingsmateriaal bedoeld in artikel 43 van dit decreet. Alle inrichtende machten zullen via omzendbrief op de hoogte worden gebracht van de implementatie van dit mechanisme.

§ 2. Het gebruik van de subsidie wordt gerechtvaardigd op voorlegging aan de diensten van de regering van facturen die de aankoop van het materiaal bewijzen en documenten waaruit blijkt dat de wetgeving inzake overheidsopdrachten wordt nageleefd en dit, uiterlijk op 31 december 2024.

De bewijsstukken moeten het mogelijk maken om vast te stellen dat het minimumaantal apparaten is aangeschaft, alsook de kosten van deze aanschaf en de datum van bestelling van de apparatuur.

De procedures voor het indienen van de bewijsstukken en het bijbehorende formulier zullen worden nader bepaald in de omzendbrief gepubliceerd door de regering.

§ 3. Indien de vooraf ontvangen subsidie uiterlijk op 31 december 2024 niet gerechtvaardigd is, betaalt de betrokken inrichtende macht het onterechte deel terug aan de Franse Gemeenschap na ontvangst van de afrekening van de diensten van de regering.

Art. 48. Om ten laste te worden genomen moet de apparatuur tussen 28 augustus 2023 en 2 juli 2024 bij de leverancier zijn besteld.

Onderafdeling 3 : — Het gebruik van de subsidies bedoeld in de onderafdeling 1 in het secundair of hoger onderwijs voor sociale promotie

Art. 49. De subsidie bedoeld in artikel 42 is bedoeld om begunstigden in staat te stellen de kosten als subsidiabele uitgaven te dekken die verband houden met de aanschaf van het nodige materiaal voor het online-onderwijs of waarvoor het gebruik van de digitale vaardigheden vereist is.

Art. 50. § 1. Het materiaal dat door de inrichtende machten wordt aangeschaft via de subsidies die door dit mechanisme worden toegekend, moet bij voorrang ter beschikking worden gesteld van studenten die zijn ingeschreven voor een diplomajaar of voor de opties/cursussen die de meeste toegang tot dit soort materiaal vereisen en die niet over de financiële draagkracht beschikken om dit materiaal zelf aan te schaffen of er niet over beschikken.

§ 2. De terbeschikkingstelling bedoeld in paragraaf 1 zal kosteloos moeten gebeuren en zal geregeld worden bij een overeenkomst van terbeschikkingstelling gesloten tussen de inrichting voor het onderwijs voor sociale promotie en de student of tussen de inrichting voor onderwijs voor sociale promotie en het lid van het lid van het opvoedingsteam dat van het materiaal zal genieten.

Een model van overeenkomst zal per omzendbrief aan alle inrichtende machten van de Franse Gemeenschap worden meegedeeld.

§ 3. Bij overdracht van het materiaal zal door de inrichting een borg gevraagd worden. Deze borg kan in geen geval het bedrag van 50 euro overschrijden.

§ 4. De overeenkomst van terbeschikkingstelling verplicht de student en/of het lid van het opvoedingsteam tot een zorgvuldig gebruik van de geleverde computerapparatuur, overeenkomstig de bestemming ervan. Tevens verplicht zij de student en/of het lid van het opvoedingsteam om uiterlijk op het einde van de laatste onderwijsseenheid gevolgd of gegeven tijdens het lopende school- of academiejaar terug te geven, en wel in dezelfde staat als waarin het computer materiaal werd hem gegeven, rekening houdend met normale slijtage.

Door onoplettendheid of nalatigheid kunnen kleine of grote defecten ontstaan die niet onder de normale gebruiksgarantie vallen en dus niet te wijten zijn aan een defect aan het materiaal. In dergelijke gevallen heeft de instelling het recht om de borg niet terug te betalen aan de student of aan het lid van het opvoedingsteam of om een reparatievergoeding te vorderen met een maximum van 150 euro.

In geval van diefstal moet een aangifte van diefstal, ingediend bij de politiediensten, aan de inrichting voor onderwijs voor sociale promotie worden overhandigd om de daadwerkelijke diefstal van het materiaal vast te stellen.

§ 6. Elk misbruik van de waarborgsom en/of de vergoeding voor diefstal/reparatie bedoeld in paragraaf 3 moet worden gemeld aan de inrichtende macht van de inrichting. Zonder reactie van laatstgenoemde kan binnen dertig dagen na indiening, of indien er geen oplossing kan worden bereikt door laatstgenoemde, een klacht worden ingediend bij de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De klacht zal per e-mail of per post ingediend worden bij de Algemene Directie Hoger onderwijs, Levenslang leren en Wetenschappelijk Onderzoek met de volgende contactgegevens :

Ministère de la Communauté française

Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique Rue A. Lavallée, 1

1080 BRUSSEL

secretariat.dgesvr@cfwb.be

De Administratie is ertoe gehouden haar beslissing te geven binnen een termijn van 15 dagen na ontvangst van de aanvraag.

Art. 51. § 1. De inrichtende machten van het Onderwijs voor sociale promotie erkend door de Franse Gemeenschap genieten elk van een trekkingsrecht dat gelijk is aan het maximale bedrag dat wordt berekend volgens de volgende formule :

$$(N * 0,01 \%) * 500 \text{ €} = \text{Maximum trekkingsrecht}$$

N = Aantal lestijden leerlingen gegenereerd voor het kalenderjaar 2019 zoals bepaald bij artikel 99 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

§ 2. Het bedrag bepaald na de toepassing van § 1 van dit artikel zal het maximumbedrag zijn waarop de inrichtende macht recht heeft.

Art. 52. Het bedrag bepaald door artikel 51 zal uitsluitend worden gebruikt voor de aanschaf van het materiaal toegestaan in artikel 49.

Art. 53. § 1. De subsidie zal in december 2023 vooraf worden uitbetaald aan alle inrichtende machten die belangstelling hebben getoond bij de diensten van de regering voor de aanschaf van opleidingsmateriaal bedoeld in artikel 49 van dit decreet. Alle inrichtende machten zullen via omzendbrief op de hoogte worden gebracht van de implementatie van dit mechanisme.

§ 2. Het gebruik van de subsidie wordt gerechtvaardigd op voorlegging aan de diensten van de regering van facturen die de aankoop van het materiaal bewijzen en documenten waaruit blijkt dat de wetgeving inzake overheidsopdrachten wordt nageleefd en dit, uiterlijk op 31 december 2024.

De bewijsstukken moeten het mogelijk maken om vast te stellen dat het minimumaantal apparaten is aangeschaft, alsook de kosten van deze aanschaf en de datum van bestelling van de apparatuur.

De procedures voor het indienen van de bewijsstukken en het bijbehorende formulier zullen worden nader bepaald in de omzendbrief gepubliceerd door de regering.

§ 3. Indien de vooraf ontvangen subsidie uiterlijk op 31 december 2024 niet gerechtvaardigd is, betaalt de betrokken inrichtende macht het onterechte deel terug aan de Franse Gemeenschap na ontvangst van de afrekening van de diensten van de regering.

Art. 54. Om ten laste te worden genomen moet de apparatuur tussen 28 augustus 2023 en 2 juli 2024 bij de leverancier zijn besteld.

Afdeling 5. — Bepalingen betreffende de digitale uitrusting van scholen

Art. 55. In artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 42 van 14 januari 2021 tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels voor de toekenning van een financiële vergoeding om de aankoop of huur van computerapparatuur door ouders of personen die het ouderlijk gezag uitoefenen te vergemakkelijken ten behoeve van hun kind en om de opvolging van leren te vergemakkelijken, zoals bevestigd door het decreet van 18 november 2021 houdende bekrachtiging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 42 van 14 januari 2021, worden de woorden “ alsook desbetreffende diensten die daarmee verband houden » ingevoegd tussen het woord “ computerapparatuur » en de woorden “ ten behoeve ».

Art. 56. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden “ Dit bestek is opgenomen in bijlage 1 van dit besluit. De minimale technische kenmerken van de apparatuur die in dit bestek zijn opgenomen, worden om de twee jaar herzien om ervoor te zorgen dat ze niet verouderd raken. » vervangen door de woorden “ Dit bestek is opgenomen in bijlage 1 van dit besluit en omvat de minimale technische kenmerken van de apparatuur, alsook de bijbehorende diensten die daarmee verband houden. Het bestek wordt om de twee jaar herzien. De technische kenmerken kunnen inzonderheid rekening houden met de redelijke digitale aanpassingen voor de leerlingen met een handicap. » ;

2° In het tweede lid worden de woorden “ bijbehorende dienstenkosten inbegrepen » ingevoegd tussen de woorden “ inclusief btw » en de woorden “ . De schoolinrichting » ;

3° Er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt : “ De inrichtende macht of zijn afgevaardigde kan ook inschrijven op een overheidsopdracht van een federatie van inrichtende machten, een overheidsdienst of een andere openbare instelling, op voorwaarde dat deze voldoet aan de vereisten uiteengezet in het eerste en tweede lid. ».

Art. 57. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in de tweede paragraaf wordt het woord “ verplicht » ingevoegd na het woord “ omvat » ;

2° er wordt een derde paragraaf ingevoegd, luidend als volgt : “ § 3. De dienst na verkoop of tijdens het huur omvat daarboven de bijbehorende diensten waaronder inzonderheid een alle risicoverzekering elektronica en/of een kredietverzekering. ».

Art. 58. In het tweede lid worden de woorden “ bijbehorende dienstenkosten inbegrepen » ingevoegd tussen de woorden “ inclusief btw » en de woorden “ . De inrichtende macht ».

Art. 59. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de tweede paragraaf wordt het woord “ verplicht » ingevoegd na het woord “ omvat » ;

2° er wordt een derde paragraaf ingevoegd, luidend als volgt : “ § 3. De dienst na verkoop of tijdens het huur omvat daarboven de bijbehorende diensten waaronder inzonderheid een alle risicoverzekering elektronica en/of een kredietverzekering. ».

Art. 60. In artikel 7, eerste lid, worden de woorden “ Alle risicoverzekeringen elektronica en/of kredietverzekeringen kunnen echter met name worden aangeboden in de bijbehorende diensten van het bestek » ingevoegd na het woord “ matérieel ».

HOOFDSTUK 9. — Bepalingen betreffende de sociale programmering in het onderwijs

Afdeling 1. — Bepaling betreffende de eindejaartoelage

Art. 61. In artikel 135 van het decreet van 11 april 2014 houdende verschillende bepalingen betreffende het statuut van de personeelsleden van het onderwijs, wordt § 2, 1°, vervangen als volgt :

“ § 2. Het bedrag van de eindejaartoelage wordt berekend als volgt :

1° Voor het forfaitaire gedeelte : het bedrag dat voor de maand oktober van het betrokken jaar overeenkomt met het bedrag van :

- 330,85 euro, voor het jaar 2009 ;
- 339,29 euro, voor het jaar 2010 ;
- 469,87 euro, voor het jaar 2011 ;
- 561,56 euro, voor het jaar 2012 ;
- 566,81 euro, voor het jaar 2013 ;
- 567,37 euro, voor het jaar 2014 ;
- 578,61 euro, voor het jaar 2015 ;

- 587,61 euro, voor het jaar 2016 ;
- 598,80 euro, voor het jaar 2017 ;
- 612,53 euro, voor het jaar 2018 ;
- 616,61 euro, vermeerderd met een bedrag van 30 euro, ofwel een totaal van 646,61 euro voor het jaar 2019 ;
- 653,31 euro, vermeerderd met een bedrag van 93 euro, ofwel een totaal van 746,31 euro voor het jaar 2020 ;
- 772,27 euro, voor het jaar 2021 ;

- Het bedrag van het forfaitaire gedeelte van de eindejaartoelage voor 2021, zoals geïndexeerd op basis van de verhouding tussen de gezondheidsindex in oktober 2022 en in oktober 2021, vermeerderd met een bedrag van 34 euro, voor het jaar 2022 ;

- Het bedrag van het forfaitaire gedeelte van de eindejaartoelage voor 2022, zoals geïndexeerd op basis van de verhouding tussen de gezondheidsindex in oktober 2023 en in oktober 2022, vermeerderd met een bedrag van 16 euro, voor het jaar 2023 ;

- Het bedrag van het forfaitaire gedeelte van de eindejaartoelage voor 2023, zoals geïndexeerd op basis van de verhouding tussen de gezondheidsindex in oktober 2024 en in oktober 2023, vermeerderd met een bedrag van 62 euro, voor het jaar 2024 ; ».

Afdeling 2. — Bepaling betreffende de verhoging van de administratieve steun aan directies

Art. 62. In artikel 110 van het decreet van 2 februari 2007 houdende het statuut van directeurs en directrices in het onderwijs wordt een paragraaf 1quinter ingevoegd, luidend als volgt :

“ § 1quinter. In afwijking van paragraaf 1bis, vanaf het schooljaar 2023-2024, worden de forfaitaire bedragen per leerling vermeerderd met 15,97 euro in het gewoon kleuter-, lager en basisonderwijs, en met 23,94 euro in het gespecialiseerd kleuter-, lager en basisonderwijs. ».

Afdeling 3. — Bepaling betreffende de toekenning van een uitzonderlijke premie aan het werkliedenpersoneel

Art. 63. De leden van het werkliedenpersoneel die in tijdelijk verband worden aangesteld en die in vast verband worden benoemd van niveau3, zoals bedoeld in artikel 180, 1°, a) tot g) van het decreet van 12 mei 2014 houdende het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap krijgen voor professionele doeleinden een vergoeding van maximaal 500.000 euro per jaar voor hun onderhoudskosten van hun werkkleding, als terugbetaling van de kosten die eigen zijn aan de werkgever. Deze vergoeding stemt overeen met een forfaitaire vergoeding waarvan het bedrag bepaald wordt op basis van de telling van 30 juni van het jaar voorafgaand aan het jaar van uitbetaling.

Het bedrag van 500.000 euro wordt eerlijk verdeeld onder de genoemde personeelsleden volgens de nader regels bepaald in het eerste lid. Dit bedrag wordt uiterlijk op 30 juni door diensten van de regering aan de personeelsleden uitbetaald.

HOOFDSTUK 10. — Bepalingen betreffende diverse steun in het kader van de energiecrisis

Art. 64. In artikel 1 van het programmadecreet van 14 december 2022 houdende diverse bepalingen bij de initiële begroting 2023 wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

“ § 2. Elke inrichtende macht die in aanmerking komt voor de verhoging bedoeld in § 1 bezorgt aan de administratie belast met het leerplichtonderwijs, uiterlijk op 29 februari 2024, het totaalbedrag van zijn energiefacturen of zijn energiehurlasten of zijn verbruiksafrekening(en) met betrekking tot een periode van 12 maanden van 1 januari 2022 tot 31 december 2023, evenals het totaalbedrag van zijn facturen of verbruiksafrekeningen die 12 maanden van het jaar 2019 dekken om de gemaakte meerkosten aan te tonen. De meerkosten tussen 2019, geïndexeerd met 2 procent per jaar, en de periode van twaalf maanden tussen 1 januari 2022 en 31 december 2023 moeten minimaal gelijk zijn aan de ontvangen steun, op straffe van terugbetaling van het verschil tussen de betrokken steun en de vastgestelde meerkosten. ».

Art. 65. In artikel 13, § 2, van hetzelfde decreet worde de woorden “ 31 december 2023 » vervangen door de woorden “ 29 februari 2024 ».

HOOFDSTUK 11. — Bepalingen betreffende de schoolgebouwen

Art. 66. In artikel 3, § 1, 2°, van het decreet van 27 april 2023 betreffende het uitzonderlijke investeringsplan voor schoolgebouwen worden de woorden “met inbegrip van de internaten die afhankelijk zijn van het hoger onderwijs” ingevoegd tussen de woorden “heeft betrekking op het hoger onderwijs” en de woorden “buiten universiteiten”.

Art. 67. In artikel 10, § 2, 4°, van hetzelfde decreet van 27 april 2023 betreffende het uitzonderlijke investeringsplan voor schoolgebouwen, worden de woorden “ niet aaneengesloten » vervangen door de woorden “ functioneel autonome », en worden de woorden in de Franse tekst “ d’influant » vervangen door de woorden “ n’influant ».

Art. 68. In artikel 7, § 1/1, van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt tussen het zesde en het zevende lid een lid ingevoegd, luidend als volgt : “ De jaarlijkse begroting wordt echter tot 90 procent toegewezen, met de bedoeling een reserve te vormen om eventuele verhogingen ten laste te nemen tijdens vaste subsidieovereenkomst. Indien deze reserve door genoemde verhogingen niet volledig wordt verbruikt, wordt het saldo ervan toegevoegd aan de jaarlijkse begroting van het jaar volgend op het jaar waarin de laatste vaste overeenkomst verbonden aan deze reserve is toegekend. ”. ».

HOOFDSTUK 12. — *Bepalingen betreffende Wallonie-Bruxelles Enseignement*

Art. 69. In artikel 38 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, wordt tussen het vijfde en het zesde lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

“ In 2024 wordt een uitzonderlijke dotatie van 3.000.000 euro toegekend aan WBE voor de uitvoering van de inrichtingswerken van haar maatschappelijke zetel. ».

HOOFDSTUK 13. — *Bepalingen betreffende de administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie voor niet-schoole infrastructuur*

Art. 70. Artikel 38 van het programmadecreet van 15 december 2021 houdende diverse bepalingen bij de begroting 2022 wordt aangevuld met een punt 5, luidend als volgt :

“ 5. Van 2023 tot 2028 een specifieke dotatie gericht op de financiering van de energie- en klimaattransitie van gebouwen, van 30.000.000 euro per jaar. Vanaf 2024 wordt deze dotatie geïndexeerd volgens de algemene index voor consumptieprijzen, op basis van de index van januari 2023.

Deze dotatie kan alleen worden gemobiliseerd in het kader van projecten die gericht zijn op het verwezenlijken van regelgevende vereisten op het gebied van de klimaattransitie, die bij besluit van de regering zullen worden bepaald. De regering stelt de doelstellingen en de nadere regels voor de opvolging voor deze projecten vast. ».

HOOFDSTUK 14. — *Bepalingen verbonden aan de RRF tot wijziging van het programmadecreet van 14 juli 2021 houdende verschillende maatregelen inzake de bestrijding van de coronacrisis, het Europees herstelplan, de Kansengelijkheid, de Schoolgebouwen, Wallonie-Bruxelles Enseignement, de Vrouwenrechten, het Hoger Onderwijs, het Wetenschappelijk Onderzoek, de Non-profitsector, het Onderwijs en de Begrotingsfondsen*

Art. 71. In artikel 80, § 2, eerste lid, van het programmadecreet van 14 juli 2021 houdende verschillende maatregelen inzake de bestrijding van de coronacrisis, het Europees herstelplan, de Kansengelijkheid, de Schoolgebouwen, Wallonie-Bruxelles Enseignement, de Vrouwenrechten, het Hoger Onderwijs, het Wetenschappelijk Onderzoek, de Non-profitsector, het Onderwijs en de Begrotingsfondsen, wordt de zin “ 39 procent van deze enveloppe wordt besteed aan de subsidies bedoeld in paragraaf 1. » vervangen door de zin “ Maximum 39 procent van deze enveloppe wordt besteed aan de subsidies bedoeld in paragraaf 1. ».

Art. 72. In artikel 85 van hetzelfde programmadecreet wordt de zin “ Het bedrag van deze gemeenschappelijke pot wordt verdeeld onder de winnaars van de oproep tot projecten bedoeld in artikel 81, § 2, in verhouding tot de voor het kalenderjaar 2019 gegenereerde leerlingenperiodes, zoals bepaald in artikel 99 van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie. » vervangen door de zin “ Het bedrag van deze gemeenschappelijke pot wordt bij voorrang gebruikt om de kosten van de periodes bedoeld in artikel 86, § 1, eerste lid, te dekken. Een eventueel overschot wordt, in voorkomend geval, gebruikt in het kader van de oproepen tot samenwerking bedoeld in artikel 87, § 1 ».

Art. 73. In artikel 87, § 1, eerste lid, van hetzelfde programmadecreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “ vier oproepen tot samenwerking » worden vervangen door de woorden “ maximum vier oproepen tot samenwerking » ;

2° De zin “ Een oproep tot samenwerking per jaar wordt gelanceerd en heeft tot doel het aantal beschikbare pedagogische hulpmiddelen te verhogen en hun verdeling te bevorderen. » wordt vervangen door de zin : “ Elke gelanceerde oproep tot samenwerking heeft tot doel het aantal beschikbare pedagogische hulpmiddelen te verhogen en hun verdeling te bevorderen. ».

Art. 74. In artikel 87, § 2, eerste lid, van hetzelfde programmadecreet worden de woorden “ 9 procent » vervangen door de woorden “ maximum 9 procent ».

HOOFDSTUK 15. — *Bepalingen betreffende Sport*

Afdeling 1. — Opheffing van het decreet van 2 juli 2007 houdende subsidiëring van de opleiding van de jonge voetballers

Art. 75. Het decreet van 2 juli 2007 houdende subsidiëring van de opleiding van de jonge voetballers wordt opgeheven.

Afdeling 2. — Wijziging van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging

Art. 76. Artikel 34, § 2, van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging, wordt aangevuld met een achtste lid, luidend als volgt :

“In afwijking van artikel 34, § 2, eerste lid, van het decreet zal de berekening van de forfaitaire werkingssubsidie voor sportfederaties en -verenigingen, uitgevoerd in 2024, slechts geldig zijn voor een periode van één jaar.

Vanaf 1 januari 2025 zal de berekening uitgevoerd worden op basis van de periode opgenomen in artikel 34, § 2, eerste lid. ».

HOOFDSTUK 16. — *Bepalingen betreffende SACA Sport*

Art. 77. § 1. SACA Sport vormt een administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie in de zin van artikel 2, 5°, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

§ 2. SACA Sport beschikt over de volgende hulpmiddelen :

1° de beschikbare saldi aan vastleggings- en liquidatiekredieten, vastgesteld op het einde van het begrotingsjaar 2023, van het Sportfonds opgenomen in begrotingsartikel 12.33.11 van organisatie-afdeling 26, van de uitgavenbegroting 2023;

2° elke dotatie vastgesteld door de Regering ten laste van de uitgavenbegroting, en inzonderheid de dotatie van de Nationale Loterij;

3° de middelen gestort door de Europese Unie;

4° de overdrachten uit andere entiteiten.

Art. 78. § 1. In bijlage bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt het Sportfonds bedoeld in punt 27 afgeschaft.

§ 2. De entiteit " ADEPS – Fonds des Sports », geregistreerd bij de Kruispuntbank van ondernemingen onder het ondernemingsnummer 0816.932.416, wordt ervan uitgeschreven. Zes inrichtingseenheden worden overgedragen naar de entiteit " Ministerie van de Franse Gemeenschap », geregistreerd bij de Kruispuntbank van ondernemingen onder het ondernemingsnummer 0316.380.940.

HOOFDSTUK 17. — *Bepalingen betreffende de externe connectiviteit van scholen*

Art. 79. § 1. De Regering kan een subsidie/dotatie toekennen aan de inrichtende machten voor hun schoolvestigingen voor het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend, hun schoolvestigingen van het gewoon en gespecialiseerd basis- en lager onderwijs, hun psycho-medisch-sociale centra, hun instellingen van secundair onderwijs met beperkt leerplan, en hun internaten alsook voor hun vestigingen van het onderwijs voor sociale promotie, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap om de kosten van externe connectiviteit te dekken.

§ 2. Het bedrag van de financiering wordt vastgesteld als volgt :

1° voor de inrichtingen die volgens de door de regering gestelde minimumeisen niet zijn geconnecteerd en die zich in een gewone dekkingszone bevinden, wordt maximaal 500 euro toegekend op basis van de gemaakte kosten en op basis van overlegging van bewijsstukken;

2° voor de inrichtingen die volgens de door de regering gestelde minimumeisen niet zijn geconnecteerd en die zich buiten een gewone dekkingszone bevinden, en waarvan de kosten tussen de 500 euro en 5.000 euro worden vereist, wordt een maximaal bedrag van 5.000 euro toegerekend op basis van de gemaakte kosten en op basis van overlegging van bewijsstukken;

3° voor de inrichtingen die volgens de door de regering gestelde minimumeisen niet geconnecteerd zijn en zich buiten een gewone dekkingszone bevinden en aan wie kosten hoger dan 5000 euro worden vereist, wordt een forfaitair bedrag van 5000 euro toegekend. Een verhoging van dit bedrag kan worden toegekend ten belope van de gemaakte kosten en wordt proportioneel berekend op basis van het saldo van de beschikbare middelen, na aftrek van de bedragen toegekend aan de inrichtingen bedoeld in § 2, eerste lid, 1° en 2°, en de forfaitaire gedeelte voorzien op 3°.

§ 3. Om in aanmerking te komen voor de financiering bedoeld in § 1 moeten de inrichtende machten de wetgeving inzake overheidsopdrachten en de technische vereisten opgelegd door de regering naleven. De inrichtende machten kiezen de passende technische oplossing die economisch het meest interessant is.

§ 4. De financiering wordt uitbetaald op voorlegging van de aanvaarde factuur(en).

De regering bepaalt de aanvullende toewijzingsvoorwaarden en de minimale technische eisen

HOOFDSTUK 18. — *Wijziging van het decreet van 19 oktober 2023 betreffende de financiering van volledige, gratis, gezonde en duurzame maaltijden in scholen voor gewoon of gespecialiseerd basisonderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 80. Artikel 2, tweede lid, van het decreet van 19 oktober 2023 betreffende de financiering van volledige, gratis, gezonde en duurzame maaltijden in scholen voor gewoon of gespecialiseerd basisonderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt vervangen door twee leden, luidend als volgt :

"De diensten van de Regering berekenen de sociaaleconomische index voor de inrichtingen voor het gespecialiseerd basisonderwijs die behoren tot het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs door de methode toe te passen die beschreven is in artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap teneinde te waarborgen dat elke leerling gelijke kansen krijgt op maatschappelijke emancipatie in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving.

In functie van de sociaaleconomische indexcijfers die berekend worden overeenkomstig het tweede lid in het kader van dit decreet bepaalt de regering elk jaar een rangschikking van de vestigingen van het gespecialiseerd onderwijs die vergelijkbaar is met deze uitgevoerd voor het gewoon onderwijs krachtens artikel 4 van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009. ».

Art. 81. In artikel 15 van hetzelfde decreet wordt het derde lid aangevuld als volgt : " De vestigingen van het gespecialiseerd onderwijs die betrokken zijn bij dit decreet bevatten maximum 25 % van de leerlingen ingeschreven in het gespecialiseerd onderwijs. ».

HOOFDSTUK 19. — *Wijziging van het decreet van 5 oktober 2023 tot invoering van het wetboek voor gemeenschapsjustitie*

Art. 82. In artikel 4 van het decreet van 5 oktober 2023 tot invoering van het Wetboek voor gemeenschapsjustitie, wordt een lid vóór het eerste lid ingevoegd, luidend als volgt :

" Met uitzondering van artikel 3 van dit decreet behouden de partners het voordeel van de erkenningen en de opvangen die zijn vastgesteld voor de subsidiëring die hen werden toegekend op de dag van de inwerkingtreding van dit decreet, met toepassing van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden met betrekking tot de zesjarige erkenningsperiode 2024–2029 en de driejarige subsidiëriingsperiode 2024–2026. ».

HOOFDSTUK 20. — *Inwerkingtreding*

Art. 83. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024, met uitzondering van de volgende artikelen :

1° artikel 9 treedt in werking op 31 december 2023 ;

2° de artikelen 25 tot 27 hebben uitwerking met ingang van het academiejaar 2023-2024 ;

- 3° de artikelen 31 en 32 hebben uitwerking met ingang van 1 november 2023 ;
 4° het eerste lid van artikel 40, artikel 41 en artikel 62 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2023 ;
 5° de artikelen 42 tot 54 die uitwerking hebben met ingang van 1 december 2023 ;
 6° de artikelen 67 en 68 hebben uitwerking met ingang van 27 april 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 december 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
 P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
 en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
 F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
 B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
 Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Jeugd en Promotie van Brussel,
 F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
 C. DÉSIR

—
 Nota

(1) *Zitting* 2023-2024

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 618-1 – Advies voorgesteld in de naam van de Commissie voor Internationale betrekkingen, Sport, Onderwijs voor sociale promotie, Algemene Zaken, Reglement en Controle van de communicatie van de leden van de Regering, nr. 618-2 – Advies voorgesteld in de naam van de Commissie voor het Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten, nr. 618-3 – Advies voorgesteld in de naam van de Commissie voor het Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Jeugd en Promotie van Brussel, nr. 618-4 – Advies voorgesteld in de naam van de Commissie voor Onderwijs, nr. 618-5 - Commissieverslag, nr. 618-6 – Zittingsamendement(en) – nr. 618-7 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 618-8

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 20 december 2023.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/000258]

16 AOUT 2023. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de la section intitulée « Bachelier en agronomie, orientation systèmes alimentaires durables et locaux » (code 102000S33D1) classée dans le domaine des sciences agronomiques et ingénierie biologique de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court

Le Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, notamment l'article 6 modifié par l'article 124 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement telle que modifiée;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les articles 43, 44, 45, al 1^{er}, 47, 48, 75 et 137 ;

Vu le décret du Parlement de la communauté française du 14 novembre 2008 modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, en vue de favoriser l'intégration de son enseignement supérieur à l'espace européen de l'enseignement supérieur, l'article 10 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les articles 1, 37, alinéa 2, 2°, 39, 85, § 1^{er}, 121 et 157, 171 et 172 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 relatif à la procédure de correspondance des titres délivrés dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale ;

Vu l'avis conforme du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale du 23 juin 2023 ;

Vu l'avis favorable du Conseil d'administration de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur du 30 juin 2023 ;

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de référence de la section intitulée " Bachelier en agronomie, orientation systèmes alimentaires durables et locaux » (code 102000S33D1) ainsi que les dossiers de référence des unités d'enseignement constitutives de cette section sont approuvés.

Cette section est classée dans le domaine des sciences agronomiques et ingénierie biologique de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.

Art. 2. Le titre prévu par le dossier pédagogique de la section " Bachelier en agronomie, orientation systèmes alimentaires durables et locaux » (code 102000S33D1) est le " Diplôme de " Bachelier en agronomie, orientation systèmes alimentaires durables et locaux » ».